

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 4 / DÉCEMBRE 2022
Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération
www.un-seul-monde.ch

ÉDUCATION EN SITUATION DE CRISE

Environ 222 millions d'enfants vivent dans des contextes fragiles. Beaucoup ne vont pas à l'école

ALBANIE

Après un long isolement, un tourisme en plein essor

ZIMBABWE

Des lapins et des poules pour lutter contre la pauvreté

DOSSIER

ÉDUCATION EN SITUATION DE CRISE



8

L'éducation, un rêve lointain pour des millions d'enfants

Des centaines de millions d'enfants ne peuvent pas aller à l'école. Beaucoup vivent dans des pays touchés par des situations de crise qui s'éternisent.

13

« Innocents, les enfants doivent rester en dehors du conflit »

Entretien avec Oumar Gouro Diall, expert en éducation au Mali.

16

« Je ne savais pas à quoi ressemblait une école »

En Syrie, plus de la moitié des enfants ne sont pas scolarisés.

18

Garantir le droit à l'éducation envers et contre tout

Au Burkina Faso, les attaques de groupes armés sont fréquentes et visent de plus en plus les écoles.

20

Paré à affronter d'autres crises

Au Bhoutan, un projet soutenu par la Suisse aide à combler le fossé éducatif entre zones urbaines et rurales ainsi qu'entre classes sociales.

21

Faits et chiffres

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS

ALBANIE



22

« Corée du Nord » de l'Europe ou destination tendance

Pendant des décennies, l'Albanie a été considérée comme l'un des pays les plus isolés du monde. Aujourd'hui, elle s'ouvre au tourisme.

26

Sur le terrain avec...

Zhenihen Zanaj, responsable des projets Santé et du contrôle qualité pour le programme de coopération à Tirana.

27

Un niveau jamais atteint auparavant

Mauricio Begaj parle du métier de ses rêves à Vlora, sa ville natale.

DDC



28

Des fromagères cheffes d'entreprise

En Géorgie, de nombreuses femmes travaillent dans l'industrie laitière.

31

Des lapins et des poules pour lutter contre la pauvreté

Au Zimbabwe, des personnes sortent de la pauvreté grâce à la création de microentreprises.

34

Économiser l'eau et favoriser la sécurité alimentaire

Un projet aide les familles paysannes en Asie et en Afrique à réduire leur consommation d'eau et à obtenir de meilleures récoltes.

FORUM



37

Le pouvoir de la fiction

Carte blanche : la directrice de théâtre Lucero Millán évoque la puissance de l'art et de l'imagination.

CULTURE



38

Sauvegarder les récits des Afro-Boliviennes

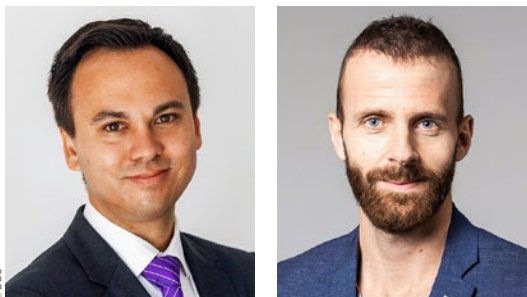
Une exposition met en lumière l'identité culturelle de cette minorité.

UN SEUL MONDE en ligne :

www.un-seul-monde.ch
www.eine-welt.ch
www.un-solo-mondo.ch
www.one-world-magazine.ch

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 36 DDC interne
- 41 Service
- 43 Coup de cœur avec Davide Giovanzana
- 43 Impressum

L'ÉDUCATION DANS LES CONTEXTES DE CRISE: UNE NÉCESSITÉ ABSOLUE



Les enfants, avec leurs rêves, leurs idées et leurs aspirations pour le futur, participent activement à la construction du monde de demain. Pour mener à bien cette tâche, elles et ils ont besoin d'un environnement qui leur procure sécurité, bien-être et liberté de création. Les enfants souhaitent vivre avec leurs proches, jouer avec leurs amis et aller à l'école, en attendant de découvrir ce qu'elles et ils souhaitent entreprendre par la suite. Leurs familles ainsi que les organisations et les autorités - locales, nationales et mondiales - ont toutes un rôle à jouer pour rendre cela possible.

La pandémie de Covid-19 a eu un impact sans précédent sur les écoles, qui ont dû fermer leurs portes dans de nombreux pays. En Suisse aussi, il a fallu réagir à cette crise et élaborer des mesures qui permettent aux enfants de continuer à apprendre malgré la situation sanitaire. Dans certains États déjà en proie à des crises multiples, le nouveau coronavirus a constitué un défi supplémentaire.

À la fin de l'an passé, plus de 450 millions d'enfants - soit un sur six à travers le monde - vivaient dans une zone de conflit. C'est le nombre le plus élevé depuis vingt ans. Autre triste record: 36,5 millions d'enfants ont été contraints de quitter leur foyer en raison d'hostilités, de violences et d'autres crises. Ce sont des personnes déplacées au sein de leur propre pays ou réfugiées à l'étranger. Dans les deux cas, en plus de devoir s'adapter à un nouvel environnement, ces enfants sont souvent exposés à des risques accrus en matière de sécurité, tels les violences sexistes et sexuelles. À la séparation d'avec leurs proches s'ajoute le manque de nourriture, de soins de santé et

de logement. Leur scolarité est souvent marquée par des difficultés majeures, quand elle n'est pas totalement interrompue.

Quelque 78 millions d'enfants en situation de crise, soit presque dix fois la population suisse, ne vont pas du tout à l'école. Avec de graves conséquences sur leur vie quotidienne et leurs perspectives d'avenir. La privation du droit à l'éducation compromet leur développement social et économique. Elle expose également les filles et les garçons au risque de recrutement par des groupes armés, à l'exploitation, à la violence et aux pressions psychosociales.

Pourtant, les enfants sont les piliers de la société de demain. Pour qu'elles et ils puissent devenir des membres à part entière de la société, trois paramètres sont nécessaires: une alimentation de bonne qualité, des services de santé efficaces et un système d'éducation qui, dans un environnement sûr et bienveillant, leur apporte structure, protection et perspectives. À ces fins, les connaissances sur l'éducation en situation d'urgence et la protection de l'enfant se révèlent précieuses, notamment pour les gouvernements, les écoles et la société civile. Il s'agit de garantir la stabilité du parcours des enfants et leurs chances d'avenir.

À travers ce numéro d'*Un seul monde*, nous vous invitons à réfléchir à la vulnérabilité particulière ainsi qu'aux forces et aux besoins de ces enfants. De quoi devons-nous tenir compte pour que chaque enfant puisse réaliser ses rêves, indépendamment de son sexe, de son âge, de son origine, de son état de santé ou de son statut migratoire? Et comment la DDC soutient-elle les enfants dans les situations d'urgence?

Diepak Elmer
Chef de section Économie et éducation

Silvio Flückiger
Chef suppléant de l'Aide humanitaire suisse,
chef de section Opérations



© Xinhua/eyevine/laif

MOINS D'ENFANTS VACCINÉS

(sch) Depuis le début de la pandémie de Covid-19, le taux de vaccination infantile affiche à nouveau un net recul, une première depuis trente ans. Pour la seule année 2021, 25 millions d'enfants n'ont pas été immunisés contre la rougeole et la poliomyélite. D'après les statistiques de l'OMS et de l'Unicef, le taux d'enfants ayant reçu les trois doses contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche a chuté de 5 % entre 2019 et 2021 pour atteindre actuellement 81 %. Les plus touchés sont les pays à revenu faible et intermédiaire, à commencer par l'Inde, le Nigéria, l'Indonésie, l'Éthiopie et les Philippines. Les expertes et experts tirent la sonnette d'alarme : une faible baisse des taux de vaccination pourrait déjà entraîner une forte propagation de maladies évitables. Le Malawi et le Mozambique, par exemple, ont recensé en février et en mai 2022 leurs premiers cas de poliomyélite depuis près de trente ans. Les raisons de cette diminution de la couverture vaccinale sont complexes. La pandémie a fortement perturbé les vaccinations routinières. Les chaînes d'approvisionnement en vaccins ont été interrompues. Une situation économique difficile a poussé certains États à réduire leurs investissements dans les systèmes de santé. Enfin, les phénomènes météorologiques extrêmes et les conflits ont aussi eu un effet néfaste sur les taux de vaccination.

L'AFRIQUE ET SES CRISES SOUS SILENCE

(sch) Chaque année, le Conseil norvégien pour les réfugiés analyse quels conflits violents, générateurs de déplacements de population, sont les plus négligés par la communauté internationale. Selon le rapport, la crise en République démocratique du Congo (RDC) arrive en tête, suivie des conflits au Burkina Faso, au Cameroun, au Soudan du Sud et dans six autres États africains. Les autrices et auteurs estiment que la RDC traverse l'une des pires catastrophes humanitaires de ce siècle. En 2021, on y comptait 5,5 millions de déplacés internes ayant fui les violences. Un million de personnes avaient quitté le pays. Un tiers de la population, soit plus de 27 millions d'habitantes et d'habitants, souffrait de la faim. Le rapport pointe également la responsabilité des médias internationaux, qui traitent trop rarement ce genre de conflits et la souffrance des populations touchées. Ceci

expliquerait en partie pourquoi les États sont souvent peu enclins à doter l'aide humanitaire de fonds suffisants.

LA RECHERCHE GÉNOMIQUE AU PROFIT DE LA BIODIVERSITÉ AFRICAINE

(zs) Le poisson-dormeur (*Bostrychus africanus*) est un aliment de base en Afrique de l'Ouest. Il constitue une importante source de revenus pour des centaines de communautés dans le golfe de Guinée. Or, la génétique de ce poisson est méconnue. Elle est néanmoins cruciale pour améliorer sa résilience face au réchauffement climatique et à d'autres pressions. En Afrique, quelque 95 % des espèces menacées d'extinction ne sont pas séquencées, selon un article publié dans la revue scientifique *Nature*. Aussi, le projet African BioGenome vise à déterminer les génomes de plus de 100 000 espèces endémiques, telles que plantes, animaux et champignons notamment. Actuellement, 109 scientifiques africains (dont 87 travaillent sur le continent) et 22 organisations locales y participent. L'objectif est de renforcer la sécurité alimentaire et la conservation de la diversité biologique africaine. www.africanbiogenome.org

PLACEMENTS VERTS

(sch) La plateforme en ligne Frankly Green fait le lien entre projets commerciaux du Sud et investisseurs du monde entier. Contrairement aux formes de placement classiques, le financement participatif en actions se prête aussi à des contributions modestes. Grâce à la plateforme, la start-up ghanéenne Translight Solar a pu recueillir plus de 120 000 euros. Un capital qui lui permet de mettre en place des installations photovoltaïques et d'assurer un approvisionnement stable et abordable en électricité verte à des foyers ainsi qu'à des entreprises du Ghana. Frankly Green est une initiative de la Frankfurt School of Finance & Management, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement. <https://frankly.green>

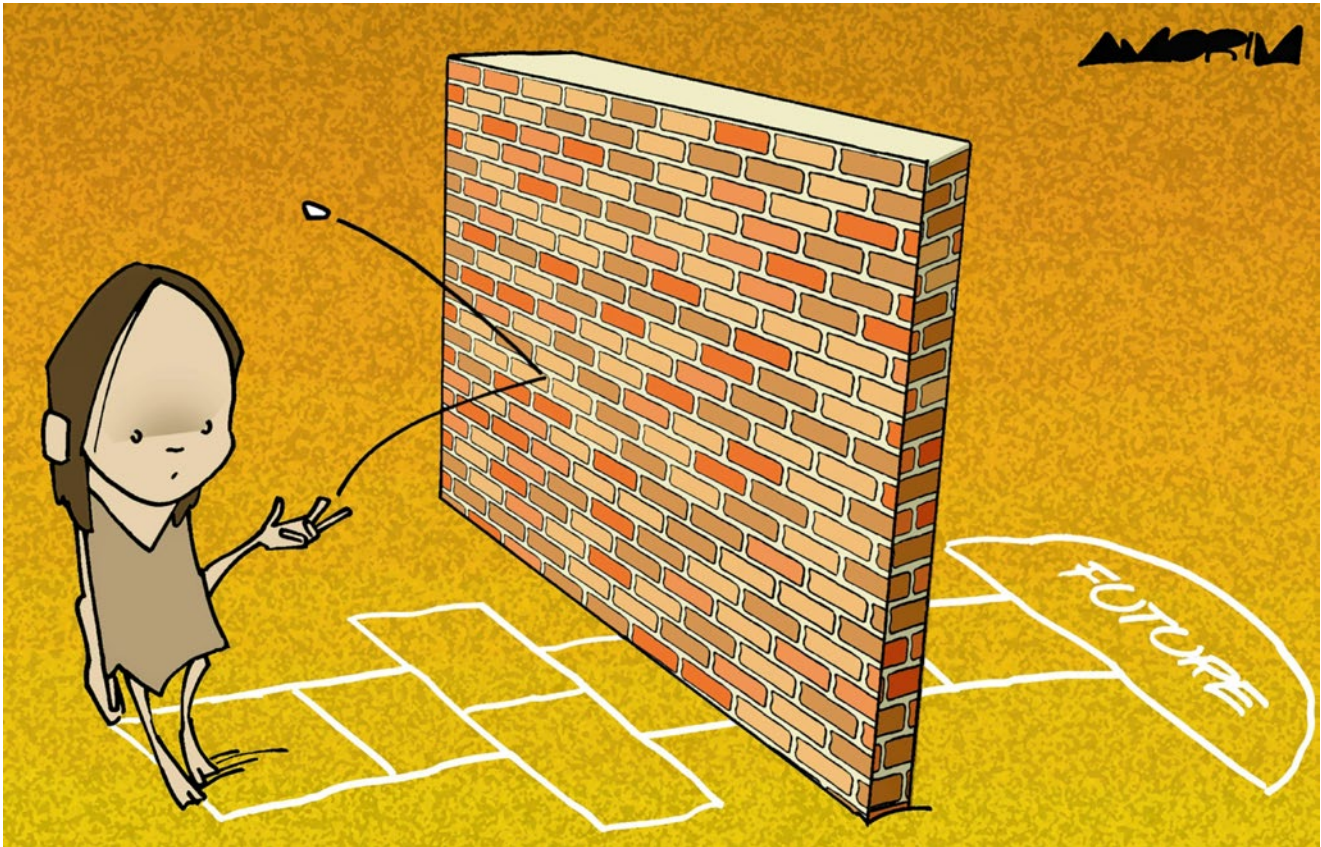
DES RÉSEAUX RURAUX POUR L'INDE

(sam) En Inde, la pandémie de Covid-19 a touché les travailleuses et travailleurs migrants de plein fouet. Décrété



© Xinhua/eyevine/laif

COUP DE CRAYON de Carlos Amorim (Brésil)



du jour au lendemain, le confinement national les a laissés sans travail ni revenus. La plupart ont regagné leur village d'origine dès que possible. Là aussi, les chances de trouver un emploi étaient quasi nulles, même dans l'agriculture, souligne D. Raghunandan, auteur de l'étude *Pandemic Lessons from India*, initiée par l'organisation Focus on the Global South. Au cours des dernières décennies, l'agriculture indienne a perdu de nombreux emplois. Pour revaloriser ce secteur, l'étude réclame des technologies nouvelles et plus performantes pour les exploitations agricoles. Celles-ci devraient aussi renforcer leurs réseaux et produire ensemble plutôt que de manière cloisonnée. Gouvernement et ONG sont appelés à s'engager davantage et à mettre les exploitations rurales en relation avec d'autres organisations de développement et bailleurs de fonds.

www.focusweb.org

(recherche: *Pandemic Lessons from India*)

LA DISPARITION DES ABEILLES, UN PHÉNOMÈNE MONDIAL

(zs) Les abeilles sont aussi en danger dans le Sud global. Alors qu'elles sont victimes des pesticides en Europe, les voilà menacées par l'urbanisation dans les pays en voie de développement. Selon une étude des universités allemandes de Göttingen et de Hohenheim, les abeilles dites sociales sont les plus touchées. Parmi celles-ci figurent les abeilles

mellifères sauvages et celles sans dard, qui s'avèrent indispensables dans les tropiques pour polliniser les cultures. L'équipe de recherche a suivi le comportement de plus de 26000 abeilles appartenant à 40 espèces différentes dans et autour de la ville indienne de Bangalore, en Inde. D'après les scientifiques, des cultures végétales plus diversifiées et des plantes sauvages indigènes peuvent favoriser la survie des colonies. Les abeilles dites solitaires semblent, elles, en revanche se plaire en ville: elles peuvent séjourner dans les petites fissures et les cavités des bâtiments. En Tunisie, pour lutter contre le déclin des abeilles, la start-up Beekeeper Tech a créé l'application Smart Bee. Laquelle permet aux apicultrices et apiculteurs de surveiller la santé des essaims et d'adapter le rucher aux risques climatiques. Des capteurs à infrarouge mesurent l'humidité, la température et le bourdonnement des insectes. Dès qu'un problème survient, une alerte est envoyée. Plus de mille dispositifs ont déjà été vendus en Tunisie et dans les pays voisins.

<https://esajournals.onlinelibrary.wiley.com>

(recherche: *Bees + megacity*)



Cour de récréation dans un établissement primaire de la ville de Tall Abyad, au nord de la Syrie. L'école offre bien plus qu'une simple éducation. Elle garantit un réseau social, une stabilité et une structure dans un quotidien précaire.

© Bradley Seaker/laif





DOSSIER ÉDUCATION EN SITUATION DE CRISE

- L'ÉDUCATION, UN RÊVE LOINTAIN POUR DES MILLIONS D'ENFANTS PAGE 8
- « INNOCENTS, LES ENFANTS DOIVENT RESTER EN DEHORS DU CONFLIT » PAGE 13
- « JE NE SAVAIS PAS À QUOI RESSEMBLAIT UNE ÉCOLE » PAGE 16
- GARANTIR LE DROIT À L'ÉDUCATION ENVERS ET CONTRE TOUT PAGE 18
- PARÉ À AFFRONTER D'AUTRES CRISES PAGE 20
- FAITS ET CHIFFRES PAGE 21

L'ÉDUCATION, UN RÊVE LOINTAIN POUR DES MILLIONS D'ENFANTS

L'éducation est un droit humain fondamental. Pourtant, des centaines de millions d'enfants à travers le monde ne peuvent pas aller à l'école parce qu'elles et ils vivent dans une situation d'urgence, qui dure parfois depuis de nombreuses années. La communauté internationale doit soutenir les États pour qu'ils puissent offrir une instruction scolaire de qualité, l'une des mesures les plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté.

Texte : Luca Beti

Le récit de Kinda et de Bayan revient sans cesse à l'esprit. Les yeux rivés sur l'objectif de la caméra, les deux fillettes syriennes racontent leur vie quotidienne sous les bombes. «En Syrie, les routes sont dangereuses, pleines de fil barbelé et d'éclats de munitions. L'école, c'est toute ma vie. J'aime étudier et jouer avec mes amies», raconte Kinda. «J'ai d'abord perdu mon père et j'ai été ensuite privée de trois ans d'école», explique Bayan. Onze années de guerre civile sont venues détruire leur rêve de devenir maîtresse d'école et médecin. Comme plus de 2,4 millions d'enfants en Syrie, Kinda et Bayan ne vont pas à l'école.

À environ 5000 kilomètres de là, au nord du Burkina Faso, Rihanata décrit comment elle et sa famille ont dû fuir précé-



Enfants mendiant et vendant des chaussures à Kaboul, la capitale afghane. Environ 84% des 258 millions d'enfants et de jeunes non scolarisés à travers le monde vivent dans une situation de crise persistante.

© Teun Voeten/Reporters/laif

pitamment après l'attaque d'un groupe armé. «J'étais en train de jouer dehors avec mes amies et, quand je suis rentrée à la maison, j'ai vu mon père et ma mère en train de mettre quelques affaires dans des sacs», se souvient Rihanata. La fillette et ses parents ont trouvé un abri dans un camp de réfugiés situé à Kaya, à cent kilomètres de chez eux.

L'école ne se résume pas à l'instruction

Au Burkina Faso, des milliers d'écoles ont été fermées ces dernières années en raison de la violence, exposant les enfants au recrutement forcé par les

groupes armés, aux violences sexuelles, aux mariages précoces, au travail des mineurs et à d'autres formes d'exploitation.

Kinda, Bayan et Rihanata, trois histoires différentes pour un destin identique: elles vivent dans des contextes de crise, où leur droit à l'éducation n'est pas respecté. Outre le fait d'apprendre à lire, à écrire et à compter, l'école offre également une protection, un environnement sûr, des repas chauds, un soutien psychosocial et des soins médicaux de base. «Retourner en classe équivaut à retrouver un semblant de normalité, affirme Fadi Baidou, travailleur humanitaire dans les Territoires

INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Le secteur privé représente une source financière importante pour l'éducation dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Selon un rapport établi par le réseau global sur les politiques et la coopération internationales en éducation NORRAG, les fondations ont soutenu la formation scolaire à hauteur de 2,1 milliards de dollars entre 2017 et 2020, principalement en Asie et en Afrique. Avec la coopération au développement et en collaboration avec les autorités publiques, les acteurs privés promeuvent une offre éducative de qualité, encouragent l'innovation, partagent leurs connaissances et développent de nouvelles idées, apportant ainsi une contribution au renouveau qui va bien au-delà du secteur de l'éducation. Cet engagement renforce la résilience, élément central pour pouvoir affronter les crises. Par exemple, le secteur privé a financé des centres de formation, qui transmettent à la fois des compétences sociales et professionnelles. Celles-ci permettent aux jeunes de gagner leur vie, d'améliorer leurs conditions d'existence et celles de leurs familles, tout en favorisant le développement économique de toute la communauté. Le Geneva Graduate Institute a mis en évidence certaines problématiques liées au financement privé. Les fondations, les entreprises à but lucratif et les investissements d'impact ont tendance à privilégier les enfants qui vivent dans des régions urbaines, plus facilement accessibles. Une approche qui risque d'accroître davantage le fossé éducatif et les inégalités sociales. De plus, les investissements d'impact visent des résultats immédiats, même dans le domaine scolaire.



Salle de classe d'une école primaire dans la ville de Tal Abyad, au nord de la Syrie, en octobre 2020. La guerre, puis la pandémie de Covid-19 n'ont pas épargné l'environnement scolaire.

© Bradley Secker/laif



LES ATOUTS DU SYSTÈME SCOLAIRE SUISSE

La Suisse a un système éducatif de bonne qualité. Tout enfant peut aller à l'école, indépendamment de sa situation économique, de son origine sociale, de sa langue et de son statut de séjour. Or, ce n'est pas le cas dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Pour promouvoir une éducation de qualité, égalitaire et inclusive, la DDC entend valoriser davantage les points forts du système éducatif suisse dans les pays partenaires. Un rapport de la Haute école pédagogique de Zoug a mis en évidence cinq atouts de notre système: prestige et bonne qualité de l'école obligatoire, organisation décentralisée, multilinguisme et intégration, apprentissage de compétences fondamentales et bonne préparation à la vie professionnelle. « L'objectif n'est pas d'exporter notre savoir-faire dans d'autres contextes, mais plutôt d'être une source d'inspiration pour les autorités et les acteurs de l'éducation des pays partenaires », précise Martina Ramming, experte en éducation à la DDC. Par exemple, la coopération au développement a soutenu des projets visant à améliorer la gestion du plurilinguisme en Thaïlande ou l'intégration scolaire d'enfants et de jeunes au Niger.

palestiniens occupés. L'éducation est fondamentale pour pouvoir décider de son propre avenir et faire valoir d'autres droits humains.» Pendant une crise ou un conflit, aller à l'école réinstalle une certaine routine, de la stabilité et une structure dans un quotidien marqué par la précarité. Sur le long terme, une éducation de qualité constitue l'une des mesures les plus efficaces pour échapper à la pauvreté. Elle permet par exemple d'élaborer un budget, de lire un contrat de crédit et de faire de la publicité en ligne pour ses produits.

Selon une étude du Fonds mondial des Nations Unies pour l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongée, Éducation sans délai, le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés qui vivent d'« horribles réalités » est passé de 75 millions en 2016 à 222 millions en 2022. Parmi eux, un élève sur trois n'a

pas la possibilité de se rendre à l'école (78 millions) et plus de la moitié, bien que scolarisés, n'ont pas acquis le niveau minimal de compétences en mathématiques et en lecture. Le rapport rappelle en outre que plus de 84% des enfants déscolarisés vivent dans une situation de crise prolongée, la plupart en Afghanistan, au Pakistan, en Éthiopie, au Mali, au Nigeria, au Soudan, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Yémen.

« Crise mondiale de l'apprentissage »

Au total, près de 258 millions d'enfants à travers le monde sont déscolarisés. C'est comme si toutes les personnes vivant en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne et en Suisse n'avaient jamais ouvert un livre de leur vie. De surcroît,



de nombreux enfants commencent l'école primaire sans la terminer, ou n'acquiert aucune connaissance en raison de la mauvaise qualité de l'enseignement. Un phénomène que l'ONU nomme la « crise mondiale de l'apprentissage ». Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, près d'un demi-milliard d'enfants et d'adolescents ne possèdent pas, bien que scolarisés, les connaissances de base nécessaires en mathématiques et en lecture pour réussir dans la vie. À ce chiffre viennent s'ajouter plus de 750 millions d'adultes analphabètes.

Avec l'Agenda 2030 pour le développement durable, la communauté internationale s'est fixé pour objectif de garantir à toutes et à tous une éducation et une formation de qualité d'ici à 2030 (ODD 4). Selon un récent rapport de l'Unesco, seul un État sur six attein-

dra cet objectif. D'après les estimations, environ 84 millions d'enfants ne seront pas scolarisés d'ici à la fin de cette décennie.

De nombreux progrès anéantis

La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation. Lors du pic de la pandémie en avril 2020, 1,6 milliard d'élèves ne pouvaient plus aller à l'école. Au Kenya, les salles de classe sont restées désespérément vides pendant neuf mois, avec de graves conséquences en particulier pour les jeunes filles. « Mon père a perdu son travail du jour au lendemain, confie Hellen Achayo, âgée de 17 ans. Pour ne pas être un poids pour ma famille, j'ai commencé à sortir avec un homme. Il m'achetait du thé et de la nourriture, que je partageais avec le reste de ma famille. Quand je suis tombée enceinte, cet homme n'a plus donné signe de vie. »

À présent, Hellen Achayo se lève à cinq heures du matin pour aller travailler comme femme de ménage dans une maison de Nairobi, pour un salaire d'environ 30 francs par mois. Et ce, six jours par semaine. Avec un enfant à nourrir, l'école n'est plus qu'un rêve lointain pour elle.

C'est le destin qui touche également des millions d'autres jeunes, leurs parents ne pouvant plus payer les frais de scolarité ou de nombreuses écoles privées ayant dû fermer définitivement leurs portes. En Ouganda par exemple, un élève sur dix n'a plus remis les pieds en classe après les deux ans de fermeture des écoles, la période la plus longue à l'échelle mondiale. Au Malawi, le taux d'abandon scolaire chez les adolescents a augmenté de 48% entre 2020 et 2021. Au Kenya, 16% des filles et 8% des garçons ont quitté l'école.

Par ailleurs, la pandémie a renforcé les inégalités éducatives entre les classes sociales. L'organisation Save the Children relève que, durant le confinement, un élève sur trois n'était pas en mesure de suivre les cours à distance et un sur

deux ne disposait ni d'un ordinateur ni d'un accès à Internet.

Le droit à l'éducation, mais pas pour tous

Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), dix-sept années sont nécessaires en moyenne à une personne réfugiée pour retrouver une situation stable. Situation dans laquelle elle ou il se voit bien souvent refuser le droit à l'éducation, pourtant consacré par la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 et par la Convention relative au statut des réfugiés de 1951. L'importance de ce droit a été confirmée par la résolution de l'Assemblée des Nations Unies de 2010, qui exhorte les États à assurer l'accès à l'éducation également aux personnes qui fuient des conflits armés ou des catastrophes naturelles.

L'ENGAGEMENT STRUCTURÉ ET DURABLE DE LA SUISSE

Depuis 2009, la Suisse est membre du conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation, lequel aide les ministres de l'Éducation des pays en voie de développement à améliorer durablement leurs systèmes scolaires. Depuis fin 2019, elle est également membre du conseil exécutif du Fonds mondial des Nations Unies pour l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongée, Éducation sans délai. Enfin, lors du Forum mondial sur les réfugiés en 2019, elle a lancé un appel et contribué à la création du Hub mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence. Cette plateforme, qui réunit les acteurs concernés établis à Genève, entend développer une vision d'ensemble cohérente et promouvoir des mesures coordonnées dans le domaine de l'éducation en situation d'urgence. Plusieurs institutions internationales, telles que le CICR, l'Unicef, le HCR et l'Unesco, ont déjà répondu à l'appel. Actuellement, la plateforme compte 36 membres.

Il est possible d'apprendre à compter et à lire même dans un camp de réfugiés ou dans des régions reculées. D'excellentes solutions alternatives existent, comme les écoles mobiles, l'enseignement à distance ou l'éducation informelle au sein des communautés. Dans les salles de classe, les élèves ont la possibilité de découvrir leurs propres talents, de partager leurs problèmes et leurs désirs et de renforcer leur capacité de résilience. En bref, de se préparer à la vie et de prendre leur propre destin en main.

«En période de crise, l'école offre aux enfants un espace protégé et leur donne un avenir, rappelle Patricia Danzi, directrice de la DDC. La Suisse souhaite éviter le sacrifice de toute une génération et contribue à renforcer l'éducation dans les situations d'urgence.» La DDC s'engage depuis de nombreuses années pour la mise en œuvre du droit à l'éducation. Pour pouvoir faire des choix et s'intégrer dans la société ainsi que dans la vie professionnelle, acquérir des compétences de base est absolument essentiel (voir encadré à la page 9).

Ce droit compte parmi les quatre principaux objectifs de la stratégie de coopération internationale 2021-2024 de la Suisse. En Afrique, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Asie, la DDC soutient des projets visant à protéger les enfants touchés par les crises, les conflits armés, les déplacements forcés et la migration clandestine. L'objectif est de garantir une éducation de qualité, égalitaire et inclusive, comme décrit plus en détail dans les articles aux pages suivantes.

En quête de fonds pour réaliser un rêve

Malheureusement, le domaine de l'éducation souffre d'un sous-financement chronique. D'après les estimations, 75 milliards de dollars seraient nécessaires chaque année pour assurer à tous les enfants une éducation de qualité d'ici à 2030. Si, au cours de la dernière décennie, les dépenses publiques en fa-

veur des écoles n'ont cessé d'augmenter, la crise engendrée par le Covid-19 a mis à sec les finances publiques. Selon une étude de la Banque mondiale et de l'Unesco, environ 65% des pays à revenu faible et intermédiaire ont réduit leurs dépenses d'éducation en 2020, au début de la pandémie. Deux ans plus tard, une enquête réalisée par l'Unicef révélait que, sur 122 pays, seule une quarantaine avaient augmenté la part du budget allouée aux écoles au-dessus des chiffres de 2019.

Or, d'après l'Agenda 2030 pour le développement durable, chaque État devrait consacrer 4% au moins de son produit intérieur brut ou 15% du total de ses dépenses publiques à l'éducation. Des parts que de nombreux États n'ont pas atteint et n'atteindront probablement pas non plus à l'avenir. L'aide publique et privée est cruciale pour éviter que le fossé éducatif entre et au sein des États ne se creuse encore davantage. De récentes données indiquent malheureusement que les donateurs ont diminué l'aide à l'éducation. Qui plus est, l'éclatement de la guerre en Ukraine a de nouveau fait passer l'école au second plan.

«L'éducation ne peut pas attendre»

«L'éducation ne peut pas attendre. Rendons l'éducation accessible à chaque enfant, où qu'il se trouve. Aidez-nous à faire perdurer 222 millions de rêves», a lancé António Guterres, secrétaire général des Nations Unies, dans un appel adressé en juin aux leaders mondiaux pour les inciter à délier les cordons de la bourse. L'objectif est de réunir 1,5 milliard de dollars d'ici à février 2023, date à laquelle se tiendra à Genève la Conférence de haut niveau sur le financement, mise sur pied par Éducation sans délai et la Suisse (voir encadré ci-contre). Les organisateurs de l'événement rappellent qu'on ne saurait attendre la fin des guerres ou de la crise climatique pour donner la possibilité à 222 millions d'enfants de réaliser leurs rêves. Investir dans leur éducation, c'est investir dans

la paix, dans la lutte contre le réchauffement planétaire et dans le développement de leurs pays. ■

*Geneva Graduate Institute: <https://globalchallenges.ch> (recherche: *New Inequality Divides*)*

*NORRAG: www.norrag.org (recherche: *New Philanthropy and the Disruption of Global Education*)*

#222MILLIONSDERÊVES

Le Fonds mondial des Nations Unies pour l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongée, Éducation sans délai, a lancé une campagne de collecte de fonds intitulée #222MillionsDeRêves pour lutter contre la crise de l'apprentissage et donner à 222 millions d'enfants la possibilité d'aller à l'école.

L'initiative appelle les donateurs, le secteur privé, les fondations et les particuliers à mobiliser plus de ressources pour l'éducation formelle et informelle dans des contextes de crise. «Les ressources financières pour garantir à toutes et à tous une éducation de qualité sont là», affirme Gordon Brown, envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale. La campagne #222MillionsDeRêves rassemble des donateurs et d'autres partenaires stratégiques en amont de la Conférence de haut niveau sur le financement, coorganisée par Éducation sans délai, la Suisse, l'Allemagne, le Niger, la Norvège et le Soudan du Sud. L'événement aura lieu les 16 et 17 février 2023 à Genève.

*www.educationcannotwait.org (recherche: *222 Million Dreams*)*

« INNOCENTS, LES ENFANTS DOIVENT RESTER EN DEHORS DU CONFLIT »

Expert en éducation au Mali, Oumar Gouro Diall travaille pour le Centre international d'expertises et de formation (CIEF). De 2006 à la fin de cette année, le « programme d'appui à la décentralisation de l'éducation », soutenu par la DDC, a permis à plus de 800 000 enfants d'accéder à l'école. Mais le projet a dû s'adapter à la crise que traverse le pays d'Afrique de l'Ouest depuis dix ans. Explications.

Entretien : Zélie Schaller

Monsieur Gouro Diall, la vie des enfants au Mali n'est pas joyeuse du tout. Extrême pauvreté, malnutrition, violence sexiste et crise climatique font partie de leur quotidien. Sans compter le conflit armé qui sévit depuis 2012, à la suite d'insurrections indépendantiste et djihadiste. Dans quel état psychologique se trouvent ces enfants ?

Dans les zones de conflits, les enfants vivent une situation dramatique. Certains ont vu leurs parents ligotés, maltraités, voire égorgés. Leurs mères et leurs sœurs ont été violées, leurs maisons saccagées. Que d'atrocités. Après

ces horreurs, les enfants se trouvent dans un état de choc. Nous les déplaçons dans les villages sécurisés les plus proches et leur proposons des cours de rattrapage ainsi que des jeux, des chansons, des danses et d'autres activités sportives pour leur permettre d'évacuer les traumatismes. Des grands-mères sont là pour les entourer. Et un appui psychosocial leur est apporté. Les enseignantes et enseignants ont été formés pour détecter les états de détresse. Si un enfant a besoin d'un accompagnement plus poussé, elle ou il est pris en charge par un centre spécialisé.

Dans le nord et le centre du Mali, les djihadistes attaquent les écoles, qui n'enseignent pas leurs valeurs. Ils débarquent dans les classes, brûlent les cahiers, terrorisent les élèves, quand ils ne s'en prennent pas à leur vie ou à celle de leurs professeurs. Un

Une école gérée par le HCR à Kaya au Burkina Faso. Le pays a connu des déplacements massifs de population après la propagation de la violence dans la région du Sahel.

© HCR/Benjamin Layseau





L'apprentissage en commun ne va pas de soi. Dans certains villages du Mali, les filles et les garçons doivent s'asseoir sur des rangées séparées, comme l'exigent les djihadistes.

© Christoph Boisvieux/laif

contexte d'insécurité qui a entraîné la fermeture de quelque 1960 établissements scolaires, affectant actuellement l'éducation de 587 400 élèves ainsi que le travail d'environ 11 750 enseignantes et enseignants. Comment poursuivre l'enseignement dans ces conditions conflictuelles ?

Pour maintenir un minimum de cours, nous tentons d'établir le dialogue avec les groupes terroristes via les leaders religieux. Ces derniers peuvent leur transmettre des messages. Mais nous avons dû faire des concessions dans certains villages. Avant le cursus classique qui

début à huit heures, se tient l'école coranique dès six heures. Nous avons dû également introduire l'enseignement de l'arabe. Filles et garçons sont désormais assis sur deux rangées séparées, comme l'ont demandé les djihadistes. Sinon, pas de cours. Là où les écoles ont été fermées, nous avons ouvert des espaces d'apprentissage communautaires avec des animatrices et animateurs issus des localités.

Outre les menaces et exactions des groupes armés, la pandémie de Covid-19 a également affecté l'école malienne.

Oui, les établissements scolaires ont été fermés pendant deux mois. L'accès à Internet étant moindre, il était difficile de poursuivre l'apprentissage à distance, avec des tablettes. Lors de la réouverture des classes, les effectifs ont été ré-

duits et des cours de rattrapage ont été organisés. Nous avons, de plus, formé le corps enseignant sur les mesures préventives et sensibilisé les communautés aux gestes barrières. Au-delà de la crise sanitaire, un autre problème se pose si un enfant ne peut pas aller à l'école : sa protection diminue.

« AU-DELÀ DE LA CRISE SANITAIRE, UN AUTRE PROBLÈME SE POSE SI UN ENFANT NE PEUT PAS ALLER À L'ÉCOLE : SA PROTECTION DIMINUE. »

L'école constitue un filet social important. Sa fermeture accroît les risques de violence sexuelle, d'exploitation économique ou d'enrôlement dans les mouvements armés. Observez-vous de tels phénomènes ?

Oui, les groupes salafistes djihadistes utilisent le viol comme arme de guerre. Désormais, les filles ne se rendent plus seules à l'école. Elles sont accompagnées de personnes du village. Les garçons, eux, courent le risque d'être recrutés par les groupes terroristes. Lesquels leur promettent de l'argent et le paradis s'ils tuent quelqu'un. Nous sensibilisons les jeunes aux dangers du discours des djihadistes et leur proposons des formations techniques dans l'élevage bovin, le maraîchage, l'arboriculture ou le domaine du solaire par exemple. Plus de 80 jeunes en ont bénéficié.

Venons-en à l'enseignement même. Où les cours sont-ils donnés ?

Il y a souvent une salle libre ou un ancien centre d'alphabétisation dans les villages. Nous apportons un tableau, des bancs et des livres notamment. Un plan de réduction des risques autour des écoles est élaboré et les comités scolaires sont formés à la gestion des risques. L'armée n'est pas engagée dans la procédure, car elle est une cible des terroristes. Innocents, les enfants doivent rester en dehors du conflit.

S'agissant du programme, quelles approches et innovations pédagogiques avez-vous développé pour que les enfants puissent poursuivre leur apprentissage ?

Pour les enfants de 8 à 12 ans, non scolarisés ou déscolarisés, nous avons mis au point un cursus accéléré qui s'étale sur neuf mois, à la suite duquel elles et ils peuvent directement rejoindre la quatrième année. Il s'agit d'un condensé du programme des quatre premières années pour que des milliers d'enfants puissent accéder à l'éducation. Pour faciliter la compréhension et l'apprentissage, nous avons créé une malle pédagogique, composée de 24 outils réalisés, à l'origine, à partir de produits locaux. Ceux-ci permettent aux élèves de voir et de toucher les thématiques enseignées. Un exemple: en cours de mathématiques, les enfants peuvent, grâce à des bâtons en bois, mesurer la hauteur d'une table, d'un banc, d'une fenêtre ou encore la distance entre la classe et un arbre dans la cour. Autrefois théorique, l'enseignement est dorénavant plus concret. S'il est formel, les enfants perdent leur inspiration.

« IL EXISTE À PRÉSENT PLUS D'UNE CENTAINE D'ÉCOLES MOBILES AVEC DES MILLIERS D'ENFANTS. »

Moins formelle également, la transmission des savoirs locaux.

Oui, nous avons intégré les connaissances endogènes dans le programme scolaire. Les parents ne souhaitent plus envoyer leurs enfants à l'école, affirmant que celle-ci n'enseignait pas leurs valeurs au point de les déformer. « On ne reconnaît plus nos enfants », déclaraient-ils. Nous avons donc réalisé un inventaire des savoirs avec des élèves, des bergers et des pêcheurs ainsi que des membres des différentes communautés. Ces personnes viennent en classe transmettre leur érudition. Un vrai plaisir pour les élèves. Les modules

ont été validés par l'État. Surtout, les parents acceptent l'école et permettent à leurs enfants de s'y rendre.

Pour les enfants nomades, dans le delta du Niger, vous avez mis sur pied des écoles mobiles. Expliquez-nous le concept.

En 2000, seuls 2% de ces enfants allaient à l'école, alors que l'éducation est un droit fondamental. Les communautés nomades, qui se déplacent au gré des saisons à la recherche de pâturages, séjournent deux à trois mois dans un même village. Nous y installons donc une école pendant cette période. L'infrastructure est composée de matériaux locaux: peau en milieu touareg, paille chez les bozos et les peuls. Puis l'installation est démontée: les enseignantes et enseignants s'en vont alors avec les familles et les chameaux au prochain lieu de stationnement pour les quelques mois suivants. La région compte à présent plus d'une centaine d'écoles mobiles avec des milliers d'enfants. L'effectif des filles s'est nettement étoffé au fil des années.

Quels sont les prochains défis de l'école malienne ?

Il faut, tout d'abord, travailler à l'instauration d'une paix durable, gage de tout développement, et réduire la pauvreté.

OUMAR GOURO DIALL a développé, au fil des années, une expertise dans le domaine de l'éducation en situation de crise. Dans les régions du nord et du centre du Mali en proie à l'extrémisme violent, le philosophe et sociologue de formation a contribué à l'instauration d'un environnement scolaire sûr et protecteur. Il a été l'un des premiers à travailler à la réouverture des écoles fermées par les radicaux et à la mise en place d'une formation en soutien psychosocial. Il est reconnu pour sa capacité à créer la cohésion parmi les populations.

Car un petit ventre affamé n'a point d'oreilles. Ensuite, la formation initiale du corps enseignant doit être revue. L'État ayant recruté des personnes sans bagage pédagogique pour combler la pénurie de professeurs, la qualité de l'enseignement a fortement diminué ces dernières années. Or, les élèves méritent une excellente éducation. L'enfant est un miracle. Il faut croire en son génie. ■



© IAD



« JE NE SAVAIS PAS À QUOI RESSEMBLAIT UNE ÉCOLE »

En Syrie, plus de la moitié des enfants restent privés d'école, alors que la guerre ravage leur pays depuis plus de dix ans. Pour améliorer l'accès à l'éducation, la DDC soutient une filière de transition. Les établissements scolaires sont également réhabilités afin de favoriser le bien-être, la sécurité et la motivation des élèves.

(zs) Plus de 2,4 millions d'enfants syriens ne vont pas à l'école et 1,06 million risquent de l'abandonner, selon le rapport *Syria Humanitarian Needs Overview 2022*. Avec le soutien de la DDC, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) offre aux enfants non scolarisés des activités d'éducation non formelle. Parmi celles-ci, des cours de courte durée pour apprendre les bases de la lecture, de l'écriture et du calcul ainsi que des modules basés sur le programme scolaire formel.

Pour celles et ceux qui fréquentent déjà l'école, mais risquent de décrocher ou de redoubler, un soutien leur est apporté sous diverses formes: cours après la classe ou l'été, tutorat ou mentorat. Chaque élève bénéficie d'un appui

unique, adapté à ses propres besoins d'apprentissage.

L'accès à l'éducation doit permettre aux enfants de renforcer leur autonomie et de réaliser leurs rêves, alors que certains n'ont connu que la guerre. « Ils continuent de vivre dans la peur de la violence, des mines antipersonnel et des restes d'explosifs », souligne le représentant de l'Unicef en Syrie, Bo Viktor Nylund. Une crise qui dure depuis plus d'une décennie, entraînant des blessures psychiques: anxiété, tristesse, sommeil perturbé sont quelques-uns des symptômes dont souffrent les petits Syriens et Syriennes. Pour les aider à surmonter ces troubles, le NRC prévoit des exercices spécifiques en classe, par petits groupes, tels que la respiration



Un expert en bâtiment du Conseil norvégien pour les réfugiés planifie la reconstruction d'une école bombardée.

© Tareq Mnadili/NRC

profonde. Si un enfant nécessite un accompagnement particulier, elle ou il est orienté vers des professionnels.

Pour améliorer l'apprentissage, un environnement sûr et accueillant se révèle également important. Le NRC réhabilite les écoles. L'organisation reconstruit les structures démolies, remplace les toilettes endommagées et en installe de nouvelles si nécessaire, avant d'équiper les classes de bancs et de tableaux. «Les murs ont été repeints et décorés de nombreux dessins colorés, se réjouit

Sara*, douze ans, qui vit à Babila, petite ville proche de Damas. Notre école est à nouveau belle.»

Sami* est comblé également: «Je ne savais pas à quoi ressemblait une école. Quand j'ai vu la nouvelle, j'ai été surpris par sa taille! Il y a une cour pour jouer durant les pauses et les classes sont grandes. Nous pouvons enfin respirer», se félicite le garçon de dix ans. Auparavant, l'école de fortune qu'il fréquentait dans le quartier de Barzeh, au nord de Damas, ne disposait d'aucun système de ventilation: «Je me sentais sous pression et ne voulais pas aller en cours. Maintenant, je suis plus motivé pour étudier!» ■

* Les noms des enfants ont été modifiés pour protéger leur identité.

FORMATION CONTINUE DU PERSONNEL ENSEIGNANT

Pour encourager l'apprentissage et le bien-être des élèves en classe, le NRC renforce les compétences des enseignants et enseignantes. Car, même qualifiés, elles et ils peuvent ne pas connaître les programmes d'éducation non formelle, l'enseignement interactif ou la pédagogie moderne, centrée sur l'enfant. Les formations offertes reposent sur différents documents publiés par le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) et adaptés à la situation syrienne. Ces ressources concernent les qualités pédagogiques du corps enseignant du primaire et proposent des exemples de pratiques positives ainsi que des approches novatrices mises en œuvre dans d'autres contextes fragiles, comme en Ouganda ou au Soudan du Sud. «J'ai vingt ans d'expérience, mais la formation du NRC m'a beaucoup apporté. Les enseignantes et enseignants ont besoin d'un tel soutien. Les élèves ont changé en raison du conflit et ils ont besoin d'un traitement spécial. Beaucoup ont perdu leurs parents, ce qui les rend introvertis et parfois agressifs», confie Ritab, enseignante à Alep.

Les documents cités sont disponibles ici: www.inee.org (recherche: *Teachers in Crisis Contexts*)

Un environnement sûr et accueillant favorise le bien-être, la sécurité et la motivation des élèves.

© Tareq Mnadili/NRC



GARANTIR LE DROIT À L'ÉDUCATION ENVERS ET CONTRE TOUT

Depuis près d'une décennie, le Burkina Faso est régulièrement confronté à des attaques de groupes armés qui visent de plus en plus souvent les écoles. Le ministère de l'Éducation burkinabé a lancé, en collaboration avec la DDC, un projet pilote destiné à mettre en œuvre les nouvelles technologies de la communication dans l'enseignement.

(Ib) Les attaques régulières de groupes armés non étatiques et l'insécurité généralisée qui règne dans les régions Nord et Est du Burkina Faso ont per-

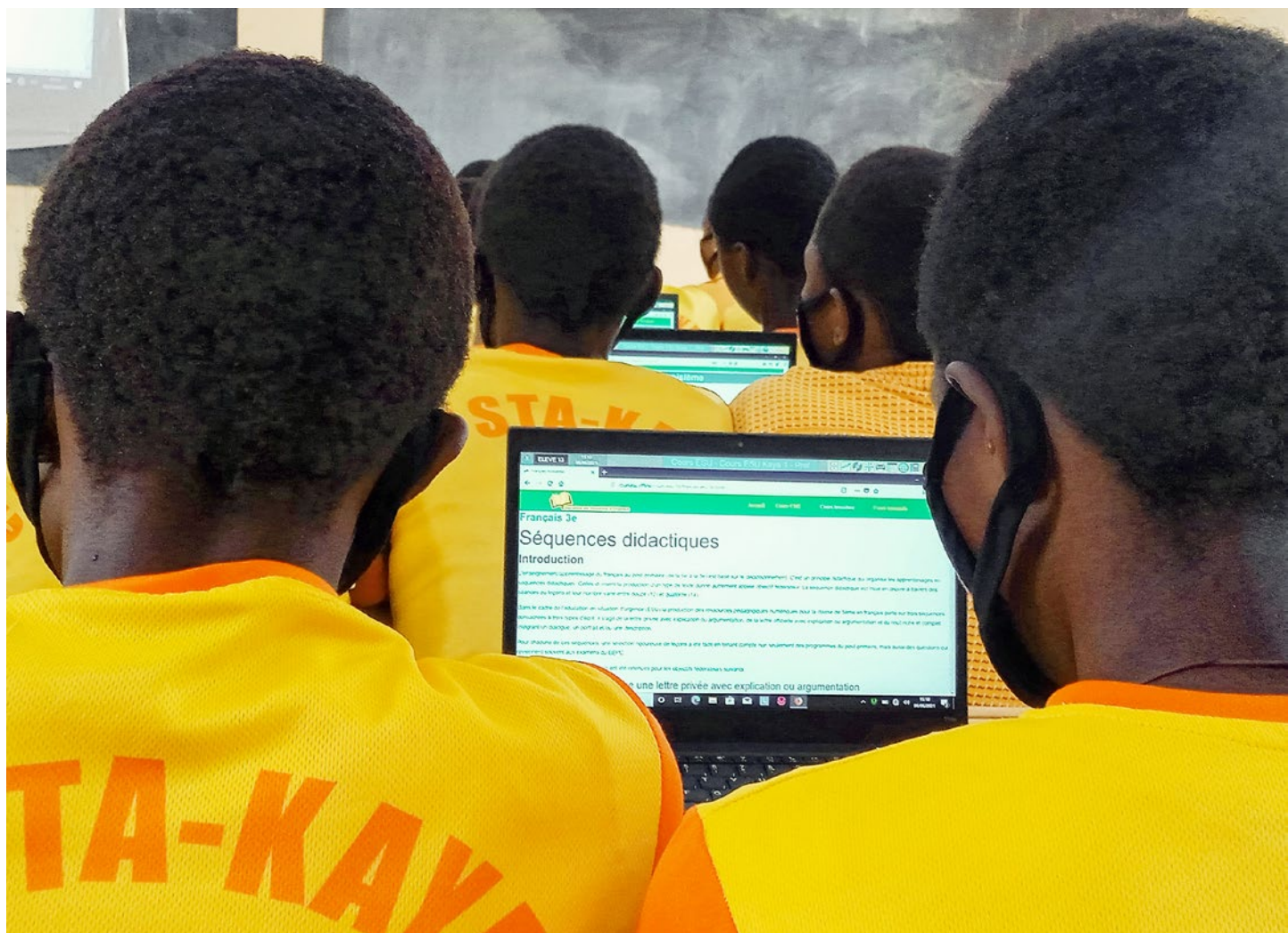
turbé la vie de millions de personnes. Au fil du temps, la violence a engendré la fermeture de près de 4500 établissements scolaires, tant dans les zones frontalières qu'à l'intérieur du pays. « Plus de 700 000 élèves et près de 21 000 enseignantes et enseignants ne peuvent plus aller à l'école », explique Pamousa Compaoré. Le responsable du programme Éducation de la DDC au Burkina Faso rappelle que le pays enregistre depuis 2018 une diminution des

taux de scolarisation dans l'enseignement primaire et postprimaire.

De plus, en l'espace de dix ans, la terreur propagée par les djihadistes a fait exploser le nombre de personnes déplacées, qui est passé de 200 000 en 2013 à près de deux millions début 2022. « Parmi ces personnes, plus de 60 % sont des enfants et des adolescents en âge scolaire, qui se voient ainsi refuser leur droit à l'éducation », souligne Pamousa Compaoré. Et

Apprentissage numérique malgré la crise. Au Burkina Faso, un projet pilote offre une alternative éducative de qualité.

© DDC



comme si cela ne suffisait pas, la pandémie de Covid-19 n'a fait qu'aggraver une situation déjà dramatique: toutes les écoles sont restées fermées de mars à juin 2020. À la peur des attaques est venue s'ajouter celle d'un virus invisible.

Éducation alternative

Depuis 2017, le ministère de l'Éducation burkinabé promeut, en collaboration avec l'Unicef et avec le soutien financier de la DDC, un programme complet visant à renforcer la sécurité dans les écoles et à garantir la continuité de l'enseignement également dans les situations d'urgence. Avec la Suisse et d'autres partenaires, le gouvernement burkinabé a élaboré la stratégie 2019-2024, qui doit permettre aux élèves des classes primaires, postprimaires et secondaires n'ayant plus la possibilité de se rendre à l'école d'acquérir des compétences et des connaissances de base. «Le ministère de l'Éducation a développé un projet pilote pour renforcer l'éducation dans un contexte de crise par l'enseignement d'un programme minimal numérisé, indique Pamooussa Compaoré. Il s'agit d'une synthèse du plan d'études normal, destinée aux élèves qui ont dû abandonner temporairement l'école et doivent se préparer aux examens.»

Grâce aux nouvelles technologies de la communication et à l'apprentissage numérique, ce projet pilote offre une alternative éducative sûre et de qualité, inédite au Burkina Faso. Quelque 1600 filles et 2000 garçons issus de 24 classes qui devaient passer les examens nationaux dans les trois régions les plus touchées par la crise sécuritaire (Nord, Centre-Nord, Boucle du Mouhoun) en ont bénéficié.

Dans un premier temps, le projet s'est concentré sur la formation des enseignantes et enseignants pour qu'elles et ils acquièrent les connaissances nécessaires à la préparation de cours et d'exercices numériques dans les matières principales, comme le français,

les mathématiques, l'anglais, la physique ainsi que les sciences de la vie et de la terre. Dans le cadre de divers ateliers, 50 enseignantes et enseignants ont élaboré 450 activités pédagogiques, qui ont ensuite été mises en ligne sur une plateforme dédiée. «Ce n'est qu'une petite partie du programme minimal. La numérisation des cours est une tâche exigeante qui requiert beaucoup de temps», fait remarquer Pamooussa Compaoré.

Tablettes et ordinateurs portables

«Au Burkina Faso, la majeure partie des jeunes possède un smartphone et peut se connecter à Internet pour télécharger le matériel scolaire nécessaire», précise le responsable du programme. En outre, le corps enseignant et les élèves ont accès à une application qui leur permet de communiquer les uns avec les autres. Dans le cadre du projet pilote, douze classes ont reçu des tablettes et des ordinateurs portables rechargeables avec des panneaux scolaires. Ces outils permettent aux élèves de faire leurs exercices hors ligne et de suivre les cours à distance. «Des professeurs d'autres écoles ont assisté avec curiosité et intérêt aux activités d'enseignement à distance. C'était une nouveauté totale au Burkina Faso», se félicite Pamooussa Compaoré.

La pandémie de Covid-19 a donné un coup d'accélérateur à la numérisation de l'enseignement et au développement de solutions alternatives. Outre l'utilisation de la plateforme en ligne, de nouvelles émissions de radio-école ont été conçues en collaboration avec des radios privées et publiques. Des groupes d'écoute les ont suivies depuis les endroits les plus divers, par exemple sous un arbre, dans une cour d'école ou dans une salle de classe.

«Si la radio ne peut pas remplacer l'enseignante ou l'enseignant, elle permet toutefois de garder contact avec l'école, relève Pamooussa Compaoré. En plus des notions scolaires, elle transmet diffé-

rents contenus, liés notamment à l'hygiène, à la santé, à la paix et à la cohésion sociale.»

Le projet pilote lancé avec le gouvernement burkinabé s'inscrit dans la droite ligne de la contribution suisse visant à promouvoir une stratégie nationale garantissant une éducation inclusive, égalitaire et de qualité, surtout pour les enfants déplacés et marginalisés. «Après cette première expérience positive, les autorités entendent développer l'enseignement à distance au niveau national par le biais des nouvelles technologies de la communication. Il s'agit d'une alternative éducative qui permet à chacune et à chacun de poursuivre sa formation, même en cas de fermeture des écoles. Le but est de ne laisser personne de côté», conclut Pamooussa Compaoré. ■

UNE CRISE AUX MULTIPLES FACETTES

Le Burkina Faso est l'un des États les plus pauvres du monde. Il occupe la 182^e place sur 188 pays de l'indice de développement humain (PNUD 2019). Depuis 2015, les régions frontalières Nord, Ouest et Est sont confrontées à des attaques terroristes de groupes affiliés à Al-Qaïda et à Daech qui visent principalement les écoles. En outre, le pays souffre depuis longtemps de la sécheresse et des millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire. En raison de l'absence de perspectives, de nombreux jeunes rejoignent les groupes armés. À tout cela est venue s'ajouter en janvier dernier une crise institutionnelle qui a interrompu le processus démocratique. Certaines unités de l'armée ont renversé le gouvernement et dissous le Parlement. En mars, le Conseil constitutionnel a instauré un gouvernement de transition. Depuis le coup d'État, le Burkina Faso a été suspendu de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

PARÉ À AFFRONTER D'AUTRES CRISES

Comme d'autres pays, le Bhoutan n'était pas prêt à faire face à une pandémie. Après la fermeture des écoles et le passage à l'enseignement à distance, un projet soutenu par la DDC a permis d'éviter que le fossé éducatif entre zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre classes sociales, ne se creuse encore davantage.

(lb) La pandémie de Covid-19 a bouleversé nos vies du jour au lendemain. Soudain, tout s'est arrêté, même les écoles. Le nouveau coronavirus a affecté le monde entier. Le Bhoutan n'a pas fait exception. En 2020, de début mars à la fin juillet, tous les établissements scolaires du pays sont demeurés fermés. Pendant cinq mois, près de 170 000 élèves de l'école primaire et secondaire ont été contraints de rester chez eux.

Les enfants sont passés de l'enseignement présentiel à des cours à distance sous la forme de leçons transmises à la télévision, sur les réseaux sociaux et via Google Classroom. « Nous nous sommes toutefois rendu compte qu'environ 17 000 élèves n'avaient ni télévision ni smartphone ni ordinateur ni accès à Internet, explique Lekey Wangdi, responsable de projet au bureau d'Helvetas

au Bhoutan. La fracture numérique entre les régions urbaines et rurales ainsi qu'entre familles aisées et pauvres risquait de creuser encore ce fossé éducatif. »

Comment aider les élèves défavorisés ?

Avec le soutien de la DDC et d'autres partenaires, et en collaboration avec le ministère de l'Éducation, les médias ainsi que les entreprises privées, un projet a été lancé pour combler cette fracture numérique et renforcer les compétences des professeurs en matière d'enseignement basé sur les nouvelles technologies. En quelques semaines, un petit manuel pour l'apprentissage individuel a été élaboré.

De plus, 44 émissions de télé-école et plus de 200 leçons radiophoniques ont été produites pour compléter le matériel d'auto-apprentissage, indique Lekey Wangdi. Le projet s'est concentré principalement sur les élèves habitant dans

des régions reculées, sur les plus défavorisés qui vivent dans des zones urbaines et sur les enfants en situation de handicap. Le matériel didactique a été distribué au corps enseignant, qui a ainsi pu renouer le contact avec les élèves. « Tous les enfants n'avaient pas la possibilité de bénéficier du soutien de leur famille pour faire leurs devoirs », relève Lekey Wangdi. Pour les professeurs non plus, il n'a pas été facile de passer de l'enseignement en classe aux cours à distance. Plus de mille enseignantes et enseignants, soit un ou deux par école, ont suivi des cours consacrés à l'utilisation des nouvelles technologies de communication en classe. « La pandémie nous a contraints à développer la numérisation à l'école », déclare Lekey Wangdi.

Le projet a aidé le Bhoutan à se préparer à de futures (et probables) fermetures d'écoles. En raison du dérèglement climatique, le pays est exposé à de nombreux dangers naturels, tels que les inondations dues à la fonte des lacs glaciaires, les glissements de terrain et les incendies de forêt. ■

Enfants bhoutanais sur le chemin de l'école. Dans ce pays, la fracture numérique risquait d'accentuer les inégalités en matière d'éducation.

© Angelo Caballi/robertharding/laif



ACCÈS À INTERNET

Ces dernières années, le gouvernement bhoutanais a fait des progrès importants pour garantir à toutes et à tous, même aux personnes vivant dans les zones les plus reculées, l'accès à Internet. Seuls 5,7% des ménages ne peuvent pas encore s'y connecter. Dans les régions rurales, 91% des familles possèdent un smartphone et, en ville, cette proportion atteint 99%. Près de 40% des foyers ont la radio et 45% la télévision.

FAITS ET CHIFFRES

119,6 millions

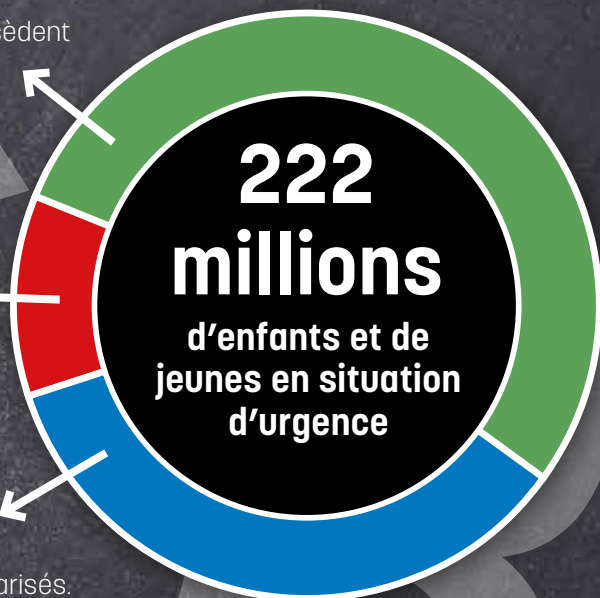
(54 %) des enfants sont scolarisés, mais ne possèdent pas les compétences de base en lecture et en mathématiques.

24,2 millions

(11 %) savent lire, compter et écrire, mais nécessitent une aide humanitaire.

78,2 millions

(35 %) ne sont pas scolarisés.
- 54 % sont des filles.
- 16 % sont déplacés de force.



(Source : Éducation sans délai)

Crise mondiale de l'éducation

▼ 258 millions

d'enfants et de jeunes à travers le monde ne sont pas scolarisés. Quelque **84 %** vivent dans un contexte de crise prolongée.

▼ 750 millions

des adultes sont analphabètes. Environ **60 %** sont des femmes.

L'école et le Covid-19

Nombre de jours de fermeture des établissements scolaires

0 au Japon

34 en Suisse

59 en Corée du Sud



98 au Chili

214 au Mexique

660 en Ouganda

(Source : OCDE)

Citation

« Du changement climatique aux conflits en passant par la pauvreté persistante, les jeunes sont démesurément touchés par des crises mondiales imbriquées. La pandémie de Covid-19 a exacerbé les fragilités, laissant aujourd'hui 24 millions de jeunes déscolarisés. »

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies

Sources et liens

Enfants et jeunes non scolarisés

Visualisation des données pour raconter de manière ludique les chiffres sur les enfants exclus de l'éducation.

www.uis.unesco.org/fr

(recherche : oosci-data-tool, visualisation de données)

L'éducation des enfants réfugiés

Rapport 2021 de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur l'éducation, intitulé *Garder le cap. Les défis de l'éducation des réfugiés*.

www.unhcr.org/fr

(recherche : garder le cap)

Les attaques contre l'éducation

Rapport de la Global Coalition to Protect Education from Attack, intitulé *Education under Attack 2022*.

www.protectingeducation.org

(recherche : resources, education under attack 2022)

Financement de l'éducation en situation d'urgence

Étude du Centre mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence sur le financement de l'instruction scolaire en contexte de crise.

www.eiehub.org

(recherche : financing for education)

Nombre d'enfants et de jeunes en situation d'urgence

Étude du Fonds mondial pour l'éducation dans les situations d'urgence et de crise prolongée, intitulée *L'éducation ne peut attendre*.

www.educationcannotwait.org

(recherche : number of crisis affected children)



« CORÉE DU NORD » DE L'EUROPE OU DESTINATION TENDANCE

Des décennies durant, l'Albanie a été considérée comme l'un des pays les plus isolés du monde. Aujourd'hui, cet État de la côte adriatique s'ouvre au tourisme. Comment ? Les avis sont partagés. Voyage en trois lieux.

Texte : Franziska Tschinderle

Besjana Guri attend ce moment depuis longtemps. Cette année, un lundi de la mi-juin, la militante écologiste de 34 ans se trouve au premier étage de l'opéra de Tirana, la capitale albanaise. Surnommé « Palais de la culture » par la population, ce bâtiment de style brutaliste est un legs de l'ère communiste. Devant l'édifice, un imposant drapeau rouge frappé de l'aigle noir bicéphale, symbole de la jeune république. D'ordinaire, Besjana Guri porte une casquette, mégaphone au poing. Aujourd'hui, élégante, elle a pris place dans la salle de marbre de l'opéra et se contente d'écouter.

Sur scène, Edi Rama, le Premier ministre albanaise. Si Besjana Guri et d'autres écologistes ont protesté contre lui pendant des années, c'est que son gouvernement avait octroyé des licences pour des centrales hydroélectriques le long de la Vjosa, l'un des derniers fleuves sauvages d'Europe. Travailleuse sociale de formation, Besjana Guri, qui a grandi dans le nord de l'Albanie, s'est promis de sauver ce joyau unique parce que si bien préservé. Depuis sa source, en Grèce, jusqu'à son embouchure dans l'Adria-

tique, la Vjosa s'écoule sans entraves ni barrages ni corrections de son cours. Considérée comme la reine des fleuves, elle est un laboratoire à ciel ouvert pour les experts en écologie fluviale. En cette chaude journée d'été, le gouvernement crée la surprise. Le fleuve deviendra parc national. La raison de ce retournement : le tourisme. « Je pense que nous gagnerons plus d'argent avec ce parc qu'avec les centrales prévues », déclare Edi Rama.

Gigantesque essor touristique

Peuplée de 2,8 millions d'habitantes et d'habitants, l'Albanie a longtemps été considérée comme l'un des États les plus isolés du monde. Du temps du socialisme (1945-1991), seuls quelques privilégiés pouvaient quitter le pays, sous certaines conditions toutefois. Partir pour étudier n'était autorisé que dans l'un des « pays frères » comme la Chine ou la République démocratique allemande. Fuir, c'était risquer d'être abattu à la frontière. Rares étaient les touristes à s'aventurer dans cet État rongé par la misère, sur lequel régnait d'une main de fer le dictateur stalinien Enver Hoxha. L'Albanie était alors surnommée la « Corée du Nord » de l'Europe. Aujourd'hui, elle se veut tout le contraire : la nouvelle destination tendance en Méditerranée.

Trente ans après la chute du régime, le pays vit un essor touristique sans précé-

dent. En 2019, avant la pandémie, l'Albanie recensait 6,4 millions de touristes, soit deux fois sa population. Du jamais vu. Le tourisme génère d'ores et déjà des milliards. Pour beaucoup, c'est le secteur le plus prometteur. Sur sa page Instagram, Edi Rama poste des prises de vue par drone à couper le souffle, des routes de cols fraîchement goudronnées ainsi que des modèles en 3D d'aéroports et de promenades.

Pourtant, en dehors des gros projets d'infrastructure, une stratégie d'avenir globale semble faire défaut. Quel rôle l'Albanie entend-elle jouer et comment se positionne-t-elle vis-à-vis de la Grèce ou du Monténégro voisins ? Comment assurer un développement durable des infrastructures ? Voyage en trois lieux, pour trois approches différentes.

Un fleuve, la Vjosa

Besjana Guri ôte ses chaussures et fait quelques pas dans les eaux turquoise de la Shushica, un affluent de la Vjosa, dans le sud de l'Albanie. Datant de l'époque ottomane, un pont de pierre séculaire enjambe les flots. Quelques enfants du voisinage plongent depuis les rochers. Les maires des villages environnants sont unanimes. Ce qu'ils veulent, c'est le parc national promis par le gouvernement, pas les centrales hydroélectriques. Peut-être verra-t-on alors revenir les nombreux jeunes qui ont quitté ces vallées.

Plage de la ville portuaire de Durrës sur la mer Adriatique. En Albanie, beaucoup perçoivent le tourisme comme un secteur à fort potentiel de croissance.

© Franziska Gilli/laif

La militante écologiste Besjana Guri croit aussi à cette prophétie. Celle-ci deviendra-t-elle réalité? Jusqu'à présent, le parc national n'est qu'une déclaration d'intention. En collaboration avec des expertes et experts soutenus financièrement par le fabricant américain de vêtements de sport Patagonia, le gouvernement planche sur le projet. L'idée serait d'attirer les adeptes de la randonnée, du VTT et surtout du kayak. Il s'agirait là du premier parc naturel en lien avec un fleuve sauvage en Europe. «La Vjosa est déjà une marque, affirme Besjana Guri. Souvent, les gens ont entendu parler de l'Albanie à cause de la Vjosa.»

Durrës: des chantiers en dépit du patrimoine culturel

L'image verte et durable que se donne le gouvernement à travers la Vjosa est trompeuse. Près de la ville portuaire de

Vlora, là où la Vjosa se jette dans l'Adriatique, un aéroport est en construction, dans une zone où vivent des pélicans, des hérons et des flamants roses. Le long de la côte sud, l'immobilier est en plein essor. Samir Mane est la plus grande fortune d'Albanie. L'entrepreneur vend à des clients fortunés, dont de nombreux Suisses, des complexes luxueux sur la «riviera», avec piste d'atterrissage pour hélicoptères.

La ville portuaire de Durrës, l'une des plus anciennes cités du pays, est appelée à devenir une sorte de Dubaï des Balkans. Pour l'heure, la majeure partie (87%) des touristes étrangers se rendent en Albanie par voie terrestre. Une petite minorité, quelque 3%, arrive par la mer. Durrës sera désormais leur porte vers l'Albanie. Pourtant, la ville n'a plus grand-chose à montrer. Sans égards pour un patrimoine culturel remontant jusqu'à l'Antiquité, des sites de fouilles ont été bétonnés. Le long de la côte, on

goudronne les pistes de gravier en moins de temps qu'il ne faut pour le dire. Peu à peu, le paysage se hérissé de béton, avec de nouvelles stations balnéaires.

Dukagjin: un lac au milieu des sommets

Là où Marjana Molla a grandi, il n'y a ni routes ni voitures, pas même Internet. Sa maison est bâtie au bord d'un lac de barrage encerclé par de hautes falaises de calcaire, dans la région de Dukagjin, au nord de l'Albanie. On ne peut s'y rendre que par bateau de pêche. Pendant des siècles, ces contrées étaient isolées du reste du pays. Aujourd'hui, on y rencontre des touristes, pratiquant la randonnée ou se promenant en bateau.

Marjana Molla, 22 ans, est étudiante. Elle avoue un faible pour le yoga et la cuisine végane. Le tourisme de masse

DESTINATIONS TENDANCE

Autrefois, un voyage en Albanie était impensable. Du temps du communisme, on ne s'y déplaçait que chaperonné par les services secrets. Ces dernières années, le pays connaît un véritable essor touristique. Parmi les destinations les plus prisées: la «riviera», à la pointe sud du pays, les villes de Berat et de Gjirokastra, inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco, ainsi que, au nord, les régions montagneuses de Theth et de Valbona, appréciées des randonneuses et randonneurs. Le cours de la Vjosa devrait devenir le premier parc national autour d'un fleuve sauvage en Europe. En hiver, la ville de Korça, à la frontière grecque, attire de nombreux touristes. Reste à savoir si ce développement bénéficiera aussi aux villages et aux vallées pauvres, souvent marqués par l'exode et structurellement défavorisés.



dans le sud du pays ne lui dit rien qui vaille. Sa famille, des catholiques albanais, a opté pour le contraire: un tourisme doux, durable, dans les maisons de pierre de leurs ancêtres. La jeune femme nourrit des sentiments ambivalents face à l'afflux de touristes. Bien sûr, leur petite maison entourée de figuiers et de vignes est louée pendant tout l'été. Elle espère néanmoins que l'Albanie ne deviendra pas une «nouvelle Croatie», prise d'assaut par des millions de campeuses et campeurs. Pour ses études, Marjana Molla a vécu, entre autres, en Italie. Elle a sillonné la moitié de l'Europe. Aujourd'hui, elle estime avoir «retrouvé ses racines».

Le concept de l'agrotourisme, sur lequel mise sa famille, est sans doute le secteur touristique le plus prometteur en Albanie. S'il est soutenu par des agences de développement étrangères, plus d'initiatives encore seraient nécessaires pour le rendre compétitif. L'exode

massif dont souffre toute la région des Balkans ne pourra être endigué qu'à ce prix.

Des années d'isolement: fléau et bénédiction

Aujourd'hui, tout le long de la côte adriatique, les offres *all inclusive* et les stations balnéaires ne manquent pas. En revanche, les vallées traversées depuis quelques années à peine par une route goudronnée et où coulent encore des fleuves sauvages sont devenues denrée rare en Europe. Le long et douloureux isolement de l'Albanie est à la fois un fléau et une bénédiction.

D'un côté, les années de terreur ont préservé certains trésors naturels et empêché un boom de la construction. De l'autre, à la chute du régime, le retard économique et la pauvreté de l'Albanie étaient tels que seul un revirement radical paraissait pensable, un turbo-capitalisme effréné. Avec un credo fatal: celui qui construit le plus vite et le plus haut est le premier. Le gouvernement d'Edi Rama devra y mettre le holà s'il veut que le tourisme puisse prospérer durablement. ■

* *Établie à Tirana, Franziska Tschinderle est correspondante en Europe du Sud-Est. Paru à Vienne en mars 2022 aux éditions Czernin, un recueil rassemble ses reportages en Albanie: Albanien - Aus der Isolation in eine europäische Zukunft («Albanie: de l'isolement vers un avenir européen»).*

La vallée de la Vjosa, qui abrite l'une des dernières rivières sauvages d'Europe, doit devenir un parc national.

© Martin Siepmann/Keystone

L'ALBANIE EN BREF

Pays des Balkans avec quelque 2,8 millions d'habitantes et d'habitants, l'Albanie compte plusieurs voisins: le Monténégro, le Kosovo, la Macédoine du Nord et la Grèce. Une dictature communiste l'a isolée du reste du monde pendant des décennies. Aujourd'hui, l'Albanie est une jeune démocratie, membre de l'OTAN et candidate à l'adhésion à l'Union européenne. Premier ministre depuis 2013, Edi Rama, socialiste, artiste et ancien joueur de basket, a été maire de Tirana pendant onze ans. Si son produit intérieur brut a plus que décuplé depuis 1990, l'Albanie reste l'un des pays les plus pauvres d'Europe. En 2019, le revenu mensuel moyen avoisinait 424 euros. D'après le recensement de 2011, environ 60% de la population est musulmane, 10% catholique et 7% orthodoxe.



Sur le terrain avec ...

ZHENIHEN ZANAJ

RESPONSABLE DES PROJETS SANTÉ ET DU CONTRÔLE QUALITÉ
POUR LE PROGRAMME DE COOPÉRATION À TIRANA

Propos recueillis par Samuel Schlaefli

À Tirana, l'Ambassade de Suisse est bien située, au centre, à deux pas de la rivière Lana, dans un quartier vivant, Blloku. Celui-ci attire de nombreux jeunes le soir, dans ses bars et ses restaurants. En voiture, j'y suis en une vingtaine de minutes. Le matin, j'accompagne d'abord mon fils de dix ans à l'école, à pied, et me mets au travail à 8h30. Mes dossiers concernent majoritairement le système de santé albanais. Ce secteur manque cruellement de fonds. D'après l'Organi-

se rendre dans les grandes villes, parfois jusqu'à 200 kilomètres de chez eux. Ainsi, de nombreuses maladies ne sont pas décelées ou trop tardivement, comme le diabète ou le cancer. C'est pourquoi nous apportons notre soutien à la formation de spécialistes de la santé qui interviennent à domicile. Pour cela, nous collaborons étroitement avec le gouvernement ainsi qu'avec des organisations de la patientèle et de médecins.

Notre travail nous permet aussi de renforcer la société civile pour qu'elle s'engage à son tour en faveur d'un meilleur système de santé. Dans le cadre du projet «School for Health», nous apprenons aux enfants et à leurs parents comment se comporter pour être en meilleure santé. Cela commence par l'alimentation. À midi, nombreux sont les écoliers et écolières qui vont acheter leur repas dans de petits commerces offrant nourriture industrielle et boissons sucrées. Nous encourageons les parents à cuisiner et à préparer un en-cas sain pour l'école: des légumes et des fruits, par exemple. Nous essayons aussi de les sensibiliser aux effets nocifs du tabac, tant sur leur santé que sur celle de leurs enfants. Dans certaines régions rurales, il n'est pas rare de voir encore des parents fumer dans leur appartement.

Ce qui me préoccupe beaucoup, c'est la «fuite des cerveaux». Certains jeunes, dotés d'un bagage solide, ne voient pas d'avenir ici et quittent le pays: ailleurs, les perspectives sont meilleures. Au cours des vingt dernières années, la qualité des formations a diminué. Mes deux sœurs ont effectué leurs études à l'étranger. L'une est aujourd'hui avocate à Zurich, l'autre professeure au Luxembourg. Moi, je suis restée. Je suis convaincue que ce sont nous, citoyennes

et citoyens albanais, qui devons façonner l'Albanie. Nous ne pouvons pas nous en remettre aux politiques. Je souhaite que mon fils bénéficie d'une bonne formation dans son pays et qu'il ne soit pas obligé d'aller étudier à l'étranger.

Dans notre travail, nous essayons fréquemment des revers. En Albanie, les obstacles politiques et bureaucratiques sont considérables. Pourtant, je crois en l'avenir de mon pays. Cette confiance, je la dois à mes parents. Toute leur vie, ils ont lutté pour le progrès. À neuf ans, mon père travaillait déjà dur. Il avait quatre frères et sœurs à sa charge, après le décès de leur mère. Il a toutefois décroché son diplôme à l'Université de Tirana avant de partir enseigner dans le nord du pays, plus pauvre. Là-bas, il a rencontré ma mère, qui était aussi enseignante, et ils se sont mariés. Quand j'étais enfant, d'anciens élèves venaient parfois chez nous et remerciaient chaleureusement mes parents de leur avoir ouvert les yeux sur le monde, par leur travail. Aujourd'hui encore, le changement positif pour lequel ils œuvraient reste ma principale source d'inspiration. ■

sation mondiale de la santé, un système viable nécessiterait environ 6% du produit intérieur brut (PIB). Or, en Albanie, les investissements consentis dans le domaine de la santé ne représentent actuellement que 3,2% du PIB. De plus, la majeure partie de ces ressources est allouée aux hôpitaux des grandes agglomérations, alors qu'on estime que 80% des maladies pourraient être traitées au niveau des structures de soins de base.

Sur l'ensemble du territoire, les soins primaires sont assurés par 420 centres. Dans les communes de petite taille, il s'agit le plus souvent d'une pièce, avec une infirmière. Pour la plupart des médicaments et des examens médicaux, les patientes et patients doivent



© DDC

Voix de ... l'Albanie

UN NIVEAU JAMAIS ATTEINT AUPARAVANT

Propos recueillis par Katja Hanxhari

Lorsque j'étais plus jeune, je rêvais de devenir architecte. Curieux et attiré par le nouveau, je me suis intéressé à la gastronomie et suis finalement tombé amoureux de cet art. Le début de mon parcours culinaire a été un délicieux strudel aux pommes que j'ai préparé pour ma sœur.

À quatorze ans, je n'aurais jamais pensé que ce serait la voie professionnelle que je choisirais un jour. Aujourd'hui, je suis heureux et fier de ma trajectoire.



MAURICIO BEGAJ vit dans la cité portuaire de Vlora, troisième plus grande ville albanaise située dans le sud du pays. En dehors du travail, il aime passer du temps avec ses proches et lire, « surtout les ouvrages qui traitent de gastronomie ». Le jeune homme apprécie aussi la natation, un sport qui lui permet de décompresser et de maintenir sa forme physique.

Ma famille a toujours été mon plus grand soutien. Quand j'ai opté pour une formation en cuisine-pâtisserie, cela a été une surprise pour tout le monde. Mais mes proches m'ont toujours motivé et encouragé à réaliser mes rêves. Voir leurs visages s'illuminer et à quel point ils sont fiers de moi est une bénédiction. C'est une source d'énergie et d'inspiration.

En amitié, je pense que je suis très sélectif. Pour utiliser une métaphore, je m'en tiens au dicton: « L'amitié est comme un ornement en verre. » Si elle se brise, on ne peut pas la reconstituer telle qu'elle était. C'est pourquoi je peux compter mes amis les plus proches sur les doigts d'une main.

Être chef cuisinier à 18 ans et exercer ma profession dans la ville où je suis né et où j'ai grandi me remplissent de joie. Parce que j'aime tellement cette ville, je me consacre à élever sa cuisine à un niveau jamais atteint auparavant. La gastronomie n'est pas seulement une question de nourriture, elle reflète aussi la culture et la tradition. La ville de Vlora possède tout cela, et je pense qu'elle peut offrir beaucoup plus que ce qu'elle est aujourd'hui.

Tous les jours, je me réveille tôt le matin, prépare mes affaires et marche trente minutes pour me rendre au travail. À mon arrivée, j'enfile ma tenue et vérifie aussitôt tous les ustensiles et produits de cuisine. Je suis prêt à passer à l'action. Du début à la fin de ma journée de travail, lorsque je rentre chez moi vers 22h30, je suis en ébullition et me demande comment je peux m'améliorer et incarner le changement que je souhaite dans l'univers culinaire albanaise.

La passion d'exceller et de sortir des sentiers battus est ce qui fait la différence entre un cuisinier et un grand chef, ce que j'aspire à être. Mon rêve absolu est d'avoir mon propre restaurant, avec un aquarium sous-marin géant du sol au plafond. La clientèle pourrait profiter d'un menu adapté à l'ambiance, avec des spécialités culinaires de Vlora, mais aussi d'une vue imprenable sur la mer Ionienne. Mon objectif est d'atteindre l'excellence: j'aimerais devenir le premier chef en Albanie à obtenir une étoile Michelin. Le travail acharné et constant mène au succès: c'est ce qui me fait avancer. ■



DES FROMAGÈRES CHEFFES D'ENTREPRISE

En Géorgie, de nombreuses femmes travaillent dans l'industrie laitière. Un programme de l'ONU les aide à professionnaliser leur activité et à casser les rôles de genre traditionnels.

Texte : Samanta Siegfried

Ana Jgerenaia a grandi dans une exploitation laitière de la région de Samegrelo, dans le nord-ouest de la Géorgie. Ses parents transformaient le lait des quelques vaches qu'ils possédaient en fromage traditionnel géorgien. L'essentiel de la production était destiné à leur propre consommation, le reste était vendu sur le marché local. Presque toutes les familles de la région sont actives dans l'industrie laitière, et le fromage qu'elles fabriquent est connu dans tout le pays. Le taux de pauvreté est néanmoins élevé dans la région, notamment en raison des nombreuses personnes déplacées venant de l'Abkhazie voisine. Le conflit, qui dure depuis longtemps, affecte de plus en plus l'économie dans ces contrées. En outre, la pandémie de Covid-19 a aggravé la situation.

Les parents d'Ana Jgerenaia en ont également souffert. La clientèle se faisait rare, le fourrage pour les vaches est devenu plus cher. «Je voulais aider mes parents, c'était ma motivation première»,

explique la jeune femme de 25 ans, qui est sur le point d'obtenir son master en biologie. Pour l'heure, elle souhaite travailler dans l'exploitation de ses parents. Et ce, grâce au projet «Supporting Women in Small-scale Dairy Production», mené depuis 2020 dans la région par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ONU Femmes. Soutenu financièrement par la DDC, il aide les productrices de lait géorgiennes à professionnaliser et à sécuriser leur production. L'objectif est de créer ainsi une source de revenus durable.

Nouvelle clientèle urbaine

Ana Jgerenaia est l'une des quelque 1000 participantes au programme. Avec sa famille et son partenaire, elle a suivi la formation pratique de la FAO dans des écoles dites de terrain. «C'est une école sans murs», explique Nino Edilashvili, responsable du projet à la DDC.

Des expertes et experts de la FAO effectuent des visites dans les exploitations. Et les agricultrices déjà formées partagent leurs connaissances. «En Géorgie, il n'est pas courant de suivre une formation continue en tant qu'agricultrice adulte, et il n'y a guère de possibilités de le faire», relève Nino Edilashvili.

Si les écoles de terrain s'adressent explicitement aux femmes, les hommes intéressés peuvent également y prendre

part. «Les femmes effectuent le gros du travail. Elles nettoient l'étable, traitent les vaches, transforment le lait», souligne Nino Edilashvili. Elles sont de surcroît responsables du ménage et des enfants, ce qui représente souvent une grande charge.

Le projet de la FAO va au-delà de la formation pratique. Les agricultrices reçoivent également des produits, notamment des désinfectants spécifiques et des ferments. La prévention de maladies chez les animaux est d'une grande importance, car il n'y a dans la région qu'un seul vétérinaire expérimenté. Pendant la crise du Covid-19, la DDC a distribué du matériel supplémentaire à 2000 familles agricoles vulnérables pour leur permettre de maintenir leur production.

«J'ai notamment appris de nouvelles méthodes pour pasteuriser le lait et stocker le fromage, ainsi que de meilleures normes d'hygiène, raconte Ana Jgerenaia. Et je sais désormais produire non seulement du fromage traditionnel, mais aussi du fromage italien, qui nécessite une plus longue période de maturation et devient toujours plus populaire en Géorgie.» Son entreprise familiale, qui s'est agrandie, produit désormais de la crème acidulée et du beurre. De plus en plus de clientes et de clients découvrent l'assortiment. «Et beaucoup d'entre eux viennent de la ville», précise Ana Jgerenaia.

Une bergère et son troupeau. En Géorgie, de nombreuses femmes gèrent une exploitation agricole. Elles sont de surcroît responsables du ménage et des enfants.

© Julien Pebrel/MYOP/laif

Outre la FAO, ONU Femmes est également engagée dans le projet et organise avec les agricultrices des ateliers sur l'accès au financement et l'entrepreneuriat. L'égalité des genres et les droits des femmes font également partie du programme. «L'objectif est de renforcer l'autonomie et la résilience des femmes», indique Nino Edilashvili.

La Géorgie rurale est fortement marquée par le patriarcat, les crèches font défaut et la violence domestique est répandue. «Pour donner du pouvoir aux femmes, il faut les soutenir dans leurs activités agricoles», explique-t-il.

Il est important que les formations soient accompagnées par ONU Femmes. Lorsque les femmes créent leur entreprise et gagnent leur propre salaire, cela peut remettre en cause les structures traditionnelles et recèle souvent un potentiel de conflit. Ana Jgerenaia se félicite qu'ONU Femmes aborde ces questions: «Pour beaucoup de femmes ici, travailler et gagner de l'argent ne vont pas de soi. Les cours leur ouvrent une nouvelle vision du monde.»

L'agricultrice souhaite ouvrir une fromagerie de démonstration, où les personnes intéressées pourront assister à la fabrication des produits. Récemment,

elle a été sélectionnée dans le cadre d'un programme, lequel lui a permis de visiter des fermes laitières en Suisse et en France. Et elle en est revenue inspirée: «Depuis mon voyage, je pense à quelque chose comme la Maison du Gruyère pour notre ferme», confie-t-elle. ■

Des agricultrices géorgiennes lors d'une formation continue dédiée à la fabrication de fromage.

© DDC



DES LAPINS ET DES POULES POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

Au Zimbabwe, des millions de personnes vivent dans la précarité en raison de crises politiques, économiques et climatiques. La DDC accompagne les plus vulnérables dans la création de microentreprises pour qu'elles et ils puissent renforcer leur résilience face aux chocs récurrents.

Texte: Samuel Schlaefli

En 2020 déjà, 42% de la population urbaine du Zimbabwe, soit environ 2,4 millions de personnes, se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire chronique: elles ne savaient pas si elles pourraient acheter suffisamment de nourriture le lendemain. Des sécheresses récurrentes et des années de mauvaise gestion agricole ont rendu le pays largement dépendant des importations. De plus, la pandémie de Covid-19, avec deux confinements à l'échelle nationale, a eu de graves répercussions sur une économie déjà en difficulté dans un contexte d'inflation élevée. Des millions de personnes se sont vues privées de revenus réguliers pendant des mois.

Les turbulences sur les marchés alimentaires et l'effondrement accéléré des devises ont encore aggravé la situation. En mai dernier, 24% des enfants de moins de six ans souffraient de malnutrition chronique, selon le Programme alimentaire mondial (PAM). En juillet, des observateurs sur place racontaient

En plus de la formation à la culture de champignons et à l'élevage de poules, les personnes touchées par la pauvreté dans les villes reçoivent 20 poussins et des sacs d'aliments pour volaille.

© DDC





nettoyage. «Les ménages soutenus décident eux-mêmes dans quel domaine ils souhaitent développer leur activité», indique Sharon Murinda.

En outre, le programme soutient l'augmentation de la production alimentaire en ville. Des friches et arrière-cours sont notamment mises à profit pour y planter des légumes. Là où il n'y a pas assez de terre, des installations hydroponiques pouvant accueillir jusqu'à 225 plants sont utilisées. Ces serres, dans

Des plantations de légumes voient le jour dans les friches et les arrière-cours (à gauche). Là où il n'y a pas assez de terre, des installations hydroponiques pouvant accueillir jusqu'à 225 plants sont utilisées.

© DDC
© Samantha Reinders

que, même dans les grandes villes de ce pays limitrophe de l'Afrique du Sud, de nombreuses personnes devaient restreindre leur alimentation et sauter un repas par jour.

Des revenus grâce aux champignons et à l'hydroponie

En réponse aux crises qui s'accumulent, le PAM a lancé le «Urban Food Security and Resilience Programme», d'une durée de quatre ans, que la DDC soutient depuis deux ans (voir encadré). Ce programme vise à renforcer, dans les villes, la résilience des personnes touchées

par la pauvreté face aux chocs économiques, politiques et climatiques récurrents. «Nous voulons offrir aux gens de nouvelles possibilités de revenus», explique Sharon Murinda, responsable des programmes de la DDC à Harare, la capitale du Zimbabwe.

Les bénéficiaires sont formés à l'élevage de poules, et reçoivent 20 poussins et quelques sacs d'aliments pour volaille. Par la suite, les familles peuvent consommer les œufs et vendre les excédents au marché. D'autres sources de revenus peuvent être l'élevage de lapins ou la culture de champignons, ainsi que la fabrication de produits de



lesquelles les plantes poussent sans terre, directement dans l'eau ou dans un substrat, sont économes en eau et nécessitent peu d'espace.

Le coût de la pompe et du réservoir d'eau, des tuyaux et des panneaux photovoltaïques pour l'alimentation électrique s'élève actuellement à quelque 2000 dollars par installation. À l'avenir, de tels systèmes seront produits sur place et s'avéreront donc moins chers.

De meilleurs revenus malgré des marchés dysfonctionnels

Actuellement, 1759 femmes et 1119 hommes suivent une formation en microentreprise dans les villes de Bulawayo, de Gweru et de Mutare. Selon les responsables du programme, leur revenu atteindra le double ou le triple des douze dollars par mois que le PAM

distribue sous forme d'argent liquide à plus de 300 000 personnes dans le besoin.

Autre composante importante du soutien aux entreprises: la transmission de compétences pour mieux commercialiser les produits, notamment via les médias sociaux. Souvent, il manque des marchés locaux qui fonctionnent bien et sur lesquels de bons prix peuvent être obtenus. La création de groupes d'épargne est également facilitée: des microcrédits sont octroyés aux membres pour développer leur activité.

Sharon Murinda peut déjà faire part de premiers succès. Edith, 38 ans, mère célibataire de huit enfants, dont un fils en situation de handicap, vit dans une maison de deux pièces dans l'une des banlieues densément peuplées de Bulawayo. Elle a reçu une formation dans la production de beurre de cacahuète,

un capital de départ de 70 kilos d'arachides et 50 récipients. Grâce à cette activité, elle gagne aujourd'hui 90 dollars par semaine. Ce revenu lui permet d'envoyer ses enfants à l'école et de subvenir à leurs besoins de base. Depuis, elle a formé d'autres membres de sa famille à la production de beurre de cacahuète. «Les connaissances transmises profitent ainsi également à des personnes en dehors du programme», se réjouit Sharon Murinda. ■



NOUVEAUX REVENUS, DIRECTS ET INDIRECTS

La Suisse participe à hauteur de sept millions de dollars, pour la période allant de novembre 2020 à octobre 2024, au « Urban Food Security and Resilience Programme » lancé par le Programme alimentaire mondial (PAM) au Zimbabwe. Une aide humanitaire directe est assortie de mesures visant à renforcer la résilience des populations urbaines. Rien qu'entre novembre 2020 et mai 2021, le PAM a soutenu 318 000 personnes en leur versant douze dollars par mois chacune pour l'achat de denrées alimentaires. La contribution suisse est principalement consacrée à la création de microentreprises dans les villes de Bulawayo, de Gweru et de Mutare. À moyen terme, 10 000 personnes devraient bénéficier directement des nouveaux revenus et 40 000 indirectement.



ÉCONOMISER L'EAU ET FAVORISER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En raison de la crise climatique, les denrées alimentaires devront à l'avenir être produites avec moins d'eau. La DDC et Helvetas aident les familles paysannes en Asie et en Afrique à réduire leur consommation hydrique, tout en obtenant de meilleures récoltes.

Texte : Samuel Schlaefli

L'agriculture est responsable d'environ 70% de la consommation mondiale d'eau. Nourrir une population mondiale croissante en utilisant moins d'eau: tel est l'énorme défi posé aux agricultrices et agriculteurs tout comme à l'ensemble de l'humanité. De nombreuses nappes d'eau souterraine sont déjà sur-

exploitées. Le réchauffement de la planète prolonge les périodes de sécheresse, tandis que les pluies se raréfient et surviennent à des intervalles inhabituels en de nombreux endroits.

La bonne nouvelle, c'est que l'agriculture présente un grand potentiel d'adaptation. Par rapport aux pays de l'Union européenne, le Pakistan affiche une «productivité de l'eau» dix fois inférieure. Cela signifie que le pays utilise dix fois plus d'eau pour produire une certaine quantité de céréales. Les causes sont multiples: systèmes d'irrigation

en mauvais état, techniques agricoles et lois obsolètes, manque d'incitations financières à économiser l'eau et sensibilisation insuffisante au problème.

Associer toute la chaîne de valeur

Depuis 2015, la DDC s'engage avec l'ONG suisse Helvetas à améliorer la productivité de l'eau dans le secteur du coton et du riz. Ces deux cultures consomment plus de 30% de l'eau d'irrigation à travers le monde. Elles sont généralement produites dans des pays qui luttent

Des agricultrices et agriculteurs repiquent des plants de riz précoces dans des champs nivelés au laser pour obtenir une culture homogène.

© Helvetas

contre la pénurie d'eau. Le «Water and Productivity Project» (WAPRO) soutient ainsi plus de 80000 petits agriculteurs et agricultrices dans six pays d'Afrique et d'Asie (voir encadré).

Dès le début, les responsables du projet ont misé sur la coopération: «Nous sommes parvenus à associer toute la chaîne de valeur du riz et du coton à des efforts de durabilité», explique Stéphanie Piers de Raveschoot, responsable du programme global Sécurité alimentaire à la DDC. Le WAPRO a travaillé en Inde avec la marque suisse de coton bioRe et Coop, ainsi qu'au Pakistan avec les géants alimentaires Mars Food (riz Ben's Original) et Westmill. La DDC a financé 30% des coûts du projet, le reste ayant été pris en charge par les partenaires, issus principalement de l'économie privée.

Petits changements, grands effets

«Les entreprises sont conscientes de la gravité de la situation, explique Jens Soth, conseiller senior en chaîne de valeur et matières premières durables chez Helvetas. Dans dix ans, l'agriculture ne sera plus possible dans des régions comme Haryana, en Inde, à moins d'un changement radical dans la gestion de l'eau.»

L'équipe du WAPRO a été bien accueillie par les autorités locales: «Elles saluent le soutien aux efforts pour économiser l'eau», n'ayant pas elles-mêmes les ressources et le savoir-faire nécessaires.

De leur côté, les familles paysannes s'inquiétaient surtout de l'aspect économique et des risques liés au changement de système d'irrigation: «Nous avons d'abord dû leur prouver qu'il était possible d'obtenir de meilleures récoltes avec moins d'eau», relate Jens Soth. Dans certaines régions, près de 100% des agricultrices et agriculteurs se sont laissé convaincre par les nouvelles techniques, contre seulement 30% ailleurs.

Souvent, les responsables du projet étaient eux-mêmes étonnés de voir que les petits changements augmentaient réellement la productivité de l'eau. La riziculture traditionnelle se fait dans l'eau stagnante, pour empêcher la croissance des mauvaises herbes. Or, il est possible de résoudre ce problème en semant le riz en rangées, de sorte que les adventices puissent être arrachées à l'aide d'une houe. Sur des champs d'essai en Inde, les cultures développaient ainsi des racines plus fortes et produisaient davantage (jusqu'à 70% supplémentaire), avec une baisse de 65% de la consommation d'eau. Autre avantage, la diminution de méthane et de gaz hilarant néfastes pour le climat, car moins de matière organique se décompose dans l'eau.

Dans la culture du coton au Kirghizistan et au Tadjikistan, de grandes économies d'eau ont été réalisées en raccourcissant les sillons d'irrigation dans les champs. «Pour des sillons de 200 mètres de long, il fallait verser énormément d'eau à un bout pour qu'il en reste à l'autre», indique Jens Soth. D'un côté, les plantes recevaient trop d'eau et, de l'autre, elles n'en obtenaient pas assez. En aménageant les champs différemment et en prévoyant des sillons de seulement 40 mètres de long, il est possible d'irriguer la même surface en économisant 30 à 40% d'eau. Cela implique un peu plus de travail de préparation des champs, mais l'irrigation devient plus facile pour un meilleur rendement.

Transposer les connaissances

Les résultats sont très prometteurs, affirme Jens Soth. Dans l'ensemble des régions, la productivité de l'eau a pu être augmentée de 24% en moyenne. Certaines adaptations ont prouvé leur efficacité dans plusieurs zones climatiques et sites variés. La seconde et dernière phase du WAPRO se termine cette fin d'année. Selon Stéphanie Piers de Raveschoot, la collaboration entre les familles paysannes, les entreprises et les autorités est suffisamment ancrée

en Inde et au Pakistan pour se poursuivre même sans nouvel engagement de la DDC.

Au Pakistan, les partenaires ont annoncé leur intérêt à reprendre la part de 30% de la DDC. En Inde, Coop continue de travailler avec les agricultrices et agriculteurs après la fin du projet. «C'est le meilleur résultat possible dans le cadre d'une collaboration avec le secteur privé», se réjouit Stéphanie Piers de Raveschoot.

Au Myanmar et à Madagascar, les coopérations mises en place sont encore fragiles dans un contexte de crise politique, humanitaire et climatique. «Helvetas va maintenir le projet WAPRO sous une forme adaptée», déclare Jens Soth. De nouveaux partenaires sont actuellement recherchés pour soutenir les efforts là où cela reste nécessaire. ■

PARTICIPATION AU PROCESSUS DE DÉCISION

La première phase (2015-2018) du «Water and Productivity Project» (WAPRO) a porté sur la riziculture en Inde et au Pakistan ainsi que sur la production de coton au Kirghizistan et au Tadjikistan. Le projet a été élargi au Myanmar et à Madagascar lors de la deuxième phase (2018-2022, avec prolongation d'une année en raison de la pandémie de Covid-19). Une approche «push-pull-policy» a été appliquée à tous les sous-projets: les agricultrices et agriculteurs ont été formés aux technologies de conservation de l'eau (push), avec un accent particulier sur les incitations financières grâce à l'augmentation des rendements et à la réduction des coûts de production (pull). Leur participation aux processus de décision a été renforcée (policy), notamment à travers des coopératives de gestion de l'eau. Au Kirghizistan, le WAPRO a participé activement et avec succès à la réforme nationale de l'eau, en collaboration avec les autorités.

DDC INTERNE

ANDES: CAPACITÉS DES SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES RENFORCÉES

(fnr) Les informations météorologiques et climatiques sont essentielles pour s'adapter aux effets du réchauffement climatique. Or, dans les pays à revenu faible ou moyen, elles font souvent défaut. La DDC soutient une initiative de l'Organisation météorologique mondiale visant à renforcer les capacités des services météorologiques dans la région andine. Des projets pilotes transfrontaliers mettent en évidence les avantages pour la population locale et favorisent les échanges régionaux. La Suisse apporte son expertise aux services météorologiques nationaux, grâce à l'expérience de la DDC et de Météo-Suisse acquise lors de précédents engagements en Amérique latine.

Durée du projet: 2022-2026

Volume: 6,1 millions CHF

NIGERIA: PROTECTION ET ÉDUCATION POUR LES ENFANTS

(ald) Le nord-est du Nigeria est en proie à une crise complexe et de longue durée. Selon l'ONU, 8,4 millions de personnes y dépendent de l'aide humanitaire cette année. Depuis avril dernier, plus de deux millions de personnes ont dû prendre la fuite. Les enfants, les parents et le personnel enseignant sont le plus durement touchés. L'accès à l'éducation est difficile et les enfants sont exposés à de multiples formes de violence, d'abus et d'exploitation. D'après l'Unicef, 1400 écoles ont été détruites et 2295 enseignantes et enseignants ont perdu la vie depuis le début du conflit il y a plus de dix ans. De nombreuses personnes ont fui ou ont été déplacées. La protection des enfants et l'éducation scolaire restent sous-financées. Aussi, la DDC soutient un projet de Terre des hommes qui protège les

enfants et leur fournit des locaux de qualité pour un apprentissage plus sûr, tout en renforçant les capacités des communautés à préserver ce nouvel environnement créé pour l'avenir.

Durée du projet: 2022-2024

Volume: 1,21 million CHF

KIRGHIZISTAN: INVESTISSEMENTS DANS L'ARTISANAT

(saani) Dans le superbe massif du Pamir, au sud-ouest du Kirghizistan, les conditions de vie ne sont pas faciles. Dans les régions reculées de haute montagne d'Alay et de Chong-Alay, de nombreuses personnes sont au chômage et le taux de pauvreté se révèle élevé. Les femmes et les jeunes en particulier peinent à gagner leur vie. Dans le cadre du projet « Bai Alai », la DDC soutient des initiatives visant à promouvoir l'intégration économique de la population. Les investissements ciblés dans le tourisme ou l'artisanat stimulent le marché local, permettant aux personnes les plus vulnérables de sortir de la pauvreté.

Durée du projet: 2022-2024

Volume: 1 million CHF

LAOS: DES BARRAGES SÛRS

(bm) Pour favoriser le développement économique du Laos, le gouvernement mise notamment sur les barrages hydroélectriques. Ceux-ci assurent l'approvisionnement en électricité du pays et une partie de la production peut être exportée, représentant une importante source de revenus. Mais pour que ces ouvrages ne soient pas un danger pour la population et l'environnement, ils doivent être construits, surveillés et entretenus avec la plus grande attention. Après la rupture, en 2018, d'un barrage dans la province d'Attapeu qui a submergé

des villages entiers, la Suisse, à la demande du gouvernement, a mobilisé une équipe d'expertes et d'experts, dont l'ancien responsable de la sécurité des barrages auprès de l'Office fédéral de l'Énergie. L'objectif est de renforcer, au niveau national, le cadre réglementaire et législatif sur les plans environnemental et sécuritaire.

Durée du projet: 2022-2026

Volume: 5,3 millions CHF

MALI: ENCOURAGER LE DÉBAT CITOYEN

(bm) À la fois vecteurs de changement social et créateurs d'emplois, la culture et les arts constituent des moteurs de développement. Or, au Mali, ces secteurs restent fortement affectés par la crise politico-sécuritaire et la pandémie de Covid-19. Pendant la période de coronavirus, les restrictions de voyage et les possibilités limitées de spectacles ont engendré des pertes de revenus, précipitant les artistes dans la pauvreté. La Suisse entend renforcer le rôle de la culture: elle soutient la formation des artistes, donne aux actrices et acteurs culturels les moyens d'améliorer leurs conditions de travail et encourage la diffusion d'œuvres de qualité incitant à la réflexion et au débat.

Durée du projet: 2022-2026

Volume: 3,4 millions CHF

Carte blanche

LE POUVOIR DE LA FICTION

Dans son livre *Confessions d'un jeune romancier*, Umberto Eco évoque sa prise de parole lors d'un symposium. Un ami lui demandait d'expliquer un phénomène étrange: pourquoi sommes-nous émus aux larmes, ou du moins affectés, par le malheur d'un personnage comme Anna Karénine, alors que nous savons pertinemment qu'elle n'existe pas ?

Cela m'a fait réfléchir au pouvoir de la fiction. De nombreuses études montrent que les œuvres d'art fictionnelles ne stimulent pas seulement notre plaisir esthétique et notre réflexion. Elles sont aussi un outil très intéressant

pour amener le cerveau à se connaître, à aborder autrui et à explorer l'environnement. La fiction nous prépare ainsi à l'avenir, en nous permettant d'identifier les types de comportement et les informations utiles pour surmonter des situations similaires.

Je suis convaincue du pouvoir de la fiction. Au Mexique, j'ai eu l'occasion de voir le documentaire *La ofensiva final*, qui retrace les derniers mois de la dictature d'Anastasio Somoza au Nicaragua en 1979. Le film se termine par la victoire de la révolution sandiniste: une femme qui n'a plus de dents tourne son regard brillant vers la tour de la cathédrale, sur laquelle flotte un drapeau.

Cette image m'a profondément touchée et je me suis dit: «Je veux assister à ce moment historique, je veux apprendre du peuple nicaraguayen et apporter ma modeste contribution.» Cela m'a tellement marquée que j'ai décidé de me rendre au Nicaragua et de rejoindre la révolution.

Je connaissais à peine le pays. Mes seules références étaient la célèbre chanson de Carlos Mejía Godoy *Son tus perjumes mujer*, que ma mère fredonnait quand elle était de bonne humeur le matin. Ou encore les épigrammes d'Ernesto Cardenal, les textes de Sergio Ramírez dans *De tropes y tropelías* et le poème *Margarita, está linda la mar* de Rubén Darío, que je devais réciter à l'école lorsque j'étais enfant. Dans ma mémoire, il y avait également des images d'Edén Pastora Gómez, connu sous le nom de «Comandante Cero», ainsi que de la commandante de la guérilla Dora María Téllez lors de l'assaut du Palais national en 1978 visant à libérer les prisonniers politiques. Les magnifiques photos de leurs visages rayonnants ont fait le tour du monde.

Ces quelques exemples témoignent du rôle que peuvent jouer les formes d'expression artistique dans une société. Elles favorisent les échanges et créent des réalités, mais elles donnent aussi une visibilité à ce qui tend à rester invisible. Le pouvoir de séduction de l'art et de la fiction est indéniable lorsque nous échangeons dans le langage des sentiments et que nous élargissons ainsi notre réseau social. Comme le disait le grand metteur en scène Peter Brook: «Celui qui ressent comprend.»

En cette période troublée, marquée par l'agression militaire, la dictature, la guerre, la migration forcée, la destruction environnementale et la pandémie, l'art et la fiction jouent un rôle particulier. Nous trouvons du réconfort dans un livre, un film, une pièce de théâtre, une bonne série télévisée ou un morceau de musique. Sans ces œuvres, nous n'aurions probablement pas supporté une expérience comme le confinement, sans parler des moments les plus sanglants de l'Histoire. Nous continuons à tisser cette dernière, même si elle semble peu encourageante pour les nouvelles générations. J'aime à penser que les jeunes réinventeront l'humain à travers l'art, comme nous l'avons nous-mêmes retrouvé dans les écrits anciens. ■



© I&D

LUCERO MILLÁN est directrice de théâtre, comédienne, conseillère artistique et sociologue. D'origine mexicaine, elle fonde en 1979 «El Teatro Justo Rufino Garay» à Managua, la capitale du Nicaragua. Plusieurs générations de comédiennes et comédiens y ont été formées depuis et sa troupe est aujourd'hui l'une des plus renommées d'Amérique centrale. Elle a accompagné ses tournées dans plus de 25 pays et reçu des distinctions internationales, dont le prix «Aztlán» du gouvernement mexicain pour ses efforts en faveur de la culture au Nicaragua. Lucero Millán a également dirigé des ateliers en tant que conseillère dans le domaine de la participation civique via le théâtre, en Colombie, aux États-Unis, en République dominicaine, au Costa Rica, au Honduras, en Espagne, au Guatemala, au Mexique et au Brésil.



SAUVEGARDER LES RÉCITS DES AFRO-BOLIVIENNES

En Bolivie, une exposition est consacrée aux histoires de vie de femmes afro-boliviennes. Une façon d'offrir, notamment à leur identité culturelle, une visibilité au sein de la société.

Texte : Samanta Siegfried

Pour décrire la place des femmes afro-boliviennes dans la société, María Soledad Fernández s'aide de l'image d'un oignon. La première peau, en surface, correspond aux « métis », d'origines européenne et indigène. Viennent ensuite les groupes indigènes qui, avec les Quechuas et les Aymaras, représentent environ 60% de la population du pays. « Au sein de ces groupes, il existe plusieurs

minorités », poursuit l'anthropologue, dont les Boliviennes et Boliviens aux racines afro-américaines. Ce n'est que depuis l'adoption d'une Constitution plurinationale en 2009 que cette minorité a été officiellement reconnue comme l'une des 36 ethnies. « Les Afro-Boliviennes sont la peau la plus secrète de l'oignon, le groupe le moins visible en Bolivie. »

Dans le pays andin, quelque 25000 personnes se désignent elles-mêmes comme afro-boliviennes. Elles descendent d'esclaves africains amenés de force en Bolivie aux 16^e et 17^e siècles pour y être exploités, d'abord dans les mines d'argent de Potosí, puis sur les plantations de café et d'agrumes des grands propriétaires terriens de la région subtropicale des Yungas. « Une



histoire profondément marquée par le colonialisme, avec des structures patriarcales bien ancrées», commente María Soledad Fernández.

L'importance des mains, des cheveux

Désireuses de rendre visibles les femmes afro-boliviennes, les anthropologues María Soledad Fernández et Varinia Oros Rodríguez ont lancé le projet de recherche «Cartes de vie: généalogies et récits des femmes de Tocaña - Coroico», soutenu par le fonds culturel de la DDC et géré par l'ONG Solidar Suisse. En mai et en juin, elles ont mené des ateliers avec 50 femmes afro-boliviennes dans les localités de Coroico et Tocaña, à trois heures de route environ de la capitale La Paz.

Parmi ces 50 femmes, Tania Zabala, 22 ans, qui vit de la vente de feuilles de coca ou de grains de café, comme la plupart des Afro-Boliviennes. Les jeunes

sont de plus en plus nombreux à aller étudier dans les villes. «Beaucoup d'entre eux reviennent cependant le week-end pour récolter la coca», nuance Varinia Oros Rodríguez. Tania Zabala aurait aimé faire des études, elle aussi, mais «nous n'avons pas les moyens», raconte-t-elle. Elle espère pouvoir offrir cette chance à sa fille de cinq ans. La discrimination telle que ses parents l'ont vécue ne fait heureusement plus partie de son quotidien, se réjouit la jeune femme: «Un racisme latent existe encore néanmoins, tout comme le stéréotype du <Noir exotique>.»

Lors des ateliers, les participantes étaient réparties en quatre catégories d'âge. Pour les 14-18 ans, il s'agissait surtout d'élaborer des cartes du corps, une méthode empruntée à la psychologie. «Nous voulions comprendre le regard des jeunes femmes sur leur corps pour mieux cerner sa signification socio-historique», explique Varinia Oros Rodríguez.

Lors d'un atelier, une jeune Afro-Bolivienne a élaboré une affiche de son corps pour mettre en évidence ce qui est important pour elle, désagréable ou la préoccupe.

© DDC (2)



Des échanges animés. Les connaissances des Afro-Boliviennes sont essentielles pour comprendre l'identité culturelle de leur communauté.

© DDC

Les jeunes filles ont réalisé de grandes affiches représentant des corps humains. Chacune pouvait mettre l'accent sur ce qui lui paraissait important, désagréable ou la préoccupait à ce moment-là. «Les mains ont une grande signification», relève Varinia Oros Rodríguez. Elles symbolisent l'habileté manuelle. «Avec leurs mains, elles accomplissent les tâches quotidiennes, cueillent les feuilles de coca, récoltent le café ou d'autres produits, préparent les repas.» Il en va de même pour les cheveux, souvent crépus et indomptables, qui les confrontent aux idéaux de beauté en vigueur. «Des sujets émotionnels ont aussi été abordés: l'état amoureux, la honte.»

Souligner le rôle des femmes

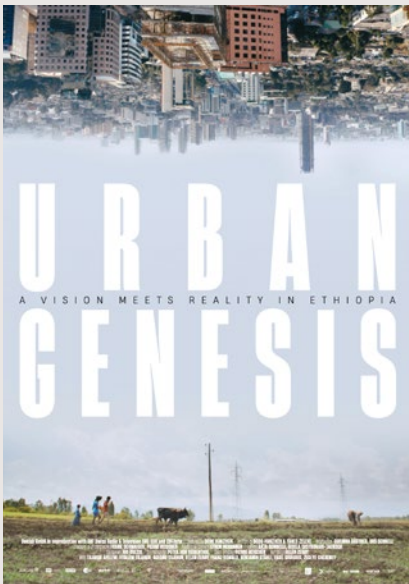
Dans les autres groupes d'âge, les discussions prédominaient. Un aspect particulièrement frappé les deux anthropologues: «Ce sont les femmes qui en savent le plus sur les histoires

familiales, les ancêtres ou les pratiques culturelles», indique María Soledad Fernández. Ce sont elles qui accomplissent les principaux travaux de la terre, connaissent les recettes traditionnelles et savent comment s'organiser. De nombreux textes accompagnant la saya, célèbre danse afro-bolivienne, ont été composés par des femmes. «Leur savoir est essentiel pour la compréhension de cette identité culturelle.»

À l'issue des ateliers, les chercheuses ont condensé les entretiens en un «récit aux mille brins» qu'elles présenteront lors d'une exposition. Rites, liens familiaux, importance des costumes traditionnels ou des repas: il s'agit de mettre en exergue, sans discrimination aucune, le rôle que jouent les femmes dans cette culture. L'exposition sera d'abord hébergée par le Centre d'interprétation afro-culturel de Tocaña, puis par la mairie de Coroico.

Un impact sur l'extérieur n'est pas l'unique objectif de ce projet, précise

María Soledad Fernández: «Il nous importait de contribuer à la cohésion sociale et d'offrir la possibilité de remettre en question la logique d'une construction de l'histoire, en plaçant au premier plan les femmes, leurs corps, leurs espaces.» ■



DE LA VILLE À LA CAMPAGNE

(sch) L'urbanisation galopante représente un défi majeur de notre époque, surtout dans le Sud global. Des millions de familles paysannes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud perdent leurs moyens de subsistance à la campagne et espèrent une vie meilleure en ville. Leurs attentes sont souvent déçues lorsqu'elles se heurtent à la dure réalité dans les quartiers sous-équipés en périphérie des métropoles. Le film *Urban Genesis* de Dodo Hunziker et de Yared Zeleke documente un projet de développement urbain unique

en son genre en Éthiopie. Des architectes locaux et des urbanistes suisses tentent d'amener la ville à la campagne. L'idée est de transformer le village de Bura, dans le nord du pays, en y introduisant des éléments urbains : densification des constructions, meilleure distribution de l'eau, diversification des possibilités de revenus. Il s'agit d'offrir de nouvelles perspectives à la population rurale, particulièrement aux jeunes, pour enrayer l'exode rural. Le documentaire accompagne le spécialiste en développement urbain Franz Oswald, qui a lancé le projet, ainsi que le célèbre architecte éthiopien Fasil Giorgis et l'urbaniste Zegeye Cherenet. Les personnes qui portent la transformation de leur commune en abandonnant leurs vieilles habitudes sont également mises en valeur. En outre, le film revient sur les obstacles bureaucratiques, la corruption, les turbulences politiques et les clivages culturels auxquels les initiateurs doivent faire face.

Urban Genesis de Dodo Hunziker et de Yared Zeleke; disponible en streaming sur: myfilm.ch

LE PLASTIQUE, GRAND ENNEMI DE LA FAUNE MARINE



(ca) Quelles sont les conséquences du plastique sur le monde marin ? Le film *The Beauty* est un voyage poétique dans l'océan qui fait appel à nos émotions et à nos sens, mais questionne aussi nos comportements. Contrairement à des documentaires classiques sur la pollution marine, le court-métrage de Pascal Schelbli ne propose pas d'innombrables images de décharges flottantes, mais montre un monde subaquatique intact qui se transforme en un dangereux piège de plastique. Les êtres vivants se fondent dans les objets plastiques les plus courants dans les mers : tongs, bouteilles en PET, pellicules de plastique, sacs à provisions, etc. Le film pousse les spectatrices et spectateurs à réfléchir à la production de plastique et à leur propre consommation. *The Beauty* de Pascal Schelbli; des ressources pédagogiques sont disponibles sur <https://catalogue.education21.ch/fr> (recherche: *The Beauty*)

FILMS

CHEZ LES INNUS DU CANADA



(wr) Le long métrage *Kuessipan* de Myriam Verreault dresse un portrait saisissant de la vie actuelle des peuples innus du Québec. Dans son adaptation du roman éponyme de Naomi Fontaine, Myriam Verreault évoque avec humour, authenticité et émotion le passage à l'âge adulte,

entre tradition et modernité. Mikuan et Shaniss grandissent ensemble dans une communauté innue du Québec. Meilleures amies depuis leur enfance, les deux filles se sont juré d'être toujours là l'une pour l'autre. Avec la puberté et un premier amour, la vie se complique. Mikuan veut se libérer de ses origines et rêve de quitter la réserve, de se former et de vivre avec son amoureux. Une déchirure traverse l'amitié des deux jeunes femmes et les rapports de Mikuan avec sa famille. Le film nous confronte directement avec ce monde dont on a l'impression de faire partie, le temps de la projection. Une véritable découverte. *Kuessipan* de Myriam Verreault, édition trigon-film; en innu avec sous-titres en français, allemand et italien. Dossier pédagogique avec suggestions. En DVD ou en streaming sur [filmingo.ch: www.trigon-film.org](https://www.trigon-film.org)

MUSIQUE

UNIQUE ET ÉMOUVANT



(er) Les onze musiciennes et musiciens réunis pour cet album vivent tous en exil, physiquement mais aussi culturellement. Leur collectif Sowel Diabi (« question » en persan et « réponse » en bambara, une langue malienne) s'est créé en Belgique, lors d'un événement de 2019 consacré à la situation des personnes réfugiées. Le groupe nous emmène dans un voyage imaginaire *De Kaboul à Bamako*. Ses membres

sont la chanteuse malienne Mamani Keïta, la chanteuse et violoniste iranienne Aïda Nosrat, son compatriote Sogol Mirzaei qui joue du târ (luth), le joueur de tabla et chanteur afghan Siar Hashimi, le stranbej (chanteur) turco-kurde Rušan Filiztek ainsi que le sextet d'ethno-jazz français Arat Kilo. Entre les différents univers culturels, quatorze dialogues mélodiques tissent des consonances tantôt sphériques et orientales, tantôt intenses et énergiques, développant un groove aussi ludique qu'harmonieux, parfois sur le mode de la nostalgie. Un livret très complet accompagne cet album unique et émouvant. *Sowal Diabi, De Kaboul à Bamako (Accords Croisés)*

INÉDIT ET EXTRAORDINAIRE



(er) *Folk and Great Tunes from Siberia and Far East* est un coffret de deux CD compilés avec soin et passion par Daryana Antipova, experte en folk et musicienne de Krasnojarsk, en Sibérie. Les 34 morceaux enregistrés par 23 groupes, solistes et interprètes, offrent un aperçu passionnant de la diversité musicale des peuples et ethnies de l'immense région allant de l'Oural au détroit de Béring, populations en partie déplacées de force dans les années 1950. Il s'agit surtout de compositions récentes dans les styles les plus divers : chant choral polyphonique, guttural ou diphonique, mais aussi tonalités électro-folk-rock contemporaines, parfois avec des accents psychédélics, voire expérimentaux. Les instruments traditionnels et modernes apportent des accents sonores et rythmiques fascinants. Une compilation de plus de deux heures qui offre une expérience auditive inédite et extraordinaire. *Divers, Folk and Great Tunes from Siberia and Far East (CPL-Music/Broken Silence)*

UNE NOUVELLE VIE



(er) Le mal de vivre, la mélancolie et la nostalgie, mais également la plainte et le

deuil merveilleusement mis en valeur par le chant : c'est le fado de Mísia, de son vrai nom Susana Maria Alfonso de Aguiar. De sa voix âpre et expressive, cette catalano-portugaise de 66 ans interprète des paroles chargées d'émotion et de lyrisme écrites par la chanteuse folk chilienne Violeta Parra, le chansonnier espagnol Luis Eduardo Aute ou le légendaire poète portugais Fernando Pessoa. Le livret propose une traduction anglaise des paroles en portugais. À une exception près, les onze chansons de ce quinzième album, enregistré dans le studio historique Namouche à Lisbonne, ne sont pas nouveaux. Mais Mísia leur donne une nouvelle vie flamboyante en compagnie des pianistes Ricardo Días (arrangements) et Fabrizio Romano, qui jouent avec beaucoup de sensibilité. Bernardo Couto (guitare portugaise), Bruno Costa (guitare de Coimbra), Bernardo Viana (guitare fado), Luís Ferreirinha (alto) et Daniel Pinto (basse) les accompagnent. *Mísia, Animal Sentimental (Galileo)*

LIVRES

TÉMOIGNAGE EXCLUSIF D'UN ROHINGYA



(zs) Né en 1991, année du prix Nobel de la paix décerné à Aung San Suu Kyi, Mayyu Ali grandit dans un village de Rohingyas. Cette communauté à majorité musulmane, qui s'est vu retirer la citoyenneté birmane en 1982, est l'une des minorités les plus persécutées du monde. Mayyu Ali subit insultes et ostracisme. Il n'a d'autre choix que de renoncer à l'enseignement. Il s'adonne donc à l'écriture et devient poète. En août 2017, les violences s'intensifient. Les militaires birmanes égorgent les hommes, violent les femmes, jettent les enfants dans les flammes. Comme plus de 700 000 autres personnes, Mayyu Ali fuit vers le Bangladesh voisin. Là, il commence à travailler avec des ONG et des journalistes pour documenter les exactions à l'encontre des Rohingyas. Mais son militantisme dérange. Le jeune homme vit dans la clandestinité, avant de s'exiler au Canada. Sur le continent américain, il peut enfin raconter son histoire : «En

Birmanie, notre existence est niée. Écrire mon parcours et celui des miens ancre à tout jamais nos vies dans l'histoire de l'humanité.» Un témoignage bouleversant. *Mayyu Ali avec Émilie Lopes, L'effacement. Un poète au cœur du génocide des Rohingyas, Grasset, Paris, 2022*

LA VIOLENCE DE L'EXIL



(zs) Góora n'a qu'une idée en tête : retrouver son Jolof natal (empire autrefois situé dans l'actuel Sénégal) ainsi que son amour de jeunesse Jójo. En Occident, l'homme, qui vit de manière précaire, se sent seul. Après un long périple et des années d'exil, il rejoint enfin son pays. Mais ses projets s'écroulent les uns après les autres. Revirements fortuits, trahisons, deuil se succèdent. Au milieu de ce chaos, le protagoniste recherche la paix intérieure. Ce roman d'apprentissage, entre déracinement et errements, est parsemé d'humour et de poésie. Il s'agit du onzième ouvrage de Ken Bugul. L'écrivaine, née au Sénégal en 1947, a été nommée Commandeur des Arts et des Lettres de la République française. Son livre *Riwan et le chemin de sable* a reçu le Grand Prix littéraire d'Afrique noire en 1999. La femme de lettres ne cesse d'explorer les rapports entre son continent et l'Occident. Pour notre plus grand bonheur. *Ken Bugul, Le trio bleu, Présence Africaine, Paris, 2022*

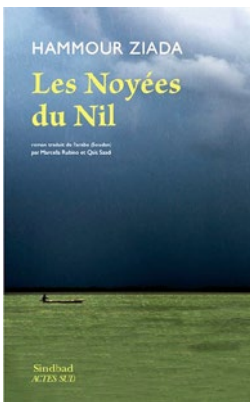
UNE CUISINE PLURISÉCULAIRE



(zs) Le projet avait été lancé voilà plus d'un an. Malgré la guerre, la publication

de cet ouvrage a été maintenue. Ce, « pour soutenir l'Ukraine dont nous admirons le courage face à l'indicible. (...) Il est rare qu'un livre de cuisine rencontre, de fait, l'Histoire », relève l'équipe des Éditions de La Martinière. À travers 80 généreuses recettes, les gastronomes découvriront la richesse culinaire ukrainienne: entre tradition, hospitalité et modernité. Le fameux bortsch figure évidemment sur la liste. Cette soupe est composée de nombreux ingrédients: bouillon de viande, betterave, chou, pommes de terre et tomates. On découvre également les varenyky, raviolis salés ou sucrés, ou encore le kobete, une tourte de viande de Crimée. Avant la présentation des plats, un premier chapitre est consacré à l'histoire de la cuisine ukrainienne, un héritage pluriséculaire. Une partie des bénéfices est reversée à la plateforme française Aide Ukraine. *Braichenko Olena Yuriivna, collectif de chefs, Ukraine. Cuisine et Histoire, Éditions de La Martinière, Paris, 2022*

UN LONG FLEUVE LOIN D'ÊTRE TRANQUILLE



(zs) Mai 1969. Un énième coup d'État secoue le Soudan. Au même moment, les villageoises et villageois de Hadjar Narti repêchent dans les eaux du Nil, le plus long fleuve d'Afrique, le corps d'une adolescente. Ainsi débute le quatrième roman de l'écrivain soudanais Hammour Ziada, *Les*

Noyées du Nil, son premier opus traduit en français. Le village est sous le choc, après cette funeste découverte. Depuis des temps immémoriaux, deux clans s'y disputent le pouvoir. La femme du maire, Radia, s'érige en impitoyable gardienne des traditions après en avoir elle-même été victime. Les descendantes et descendants d'esclaves demeurent soumis à leurs anciens maîtres. Une pression qui s'exerce en particulier sur les femmes. D'autres cadavres sont repêchés. Le Nil fait ainsi remonter ses malheurs à la surface, comme le Soudan ses coups d'État. La noyade des jeunes filles est celle d'un pays entier. *Hammour Ziada, Les Noyées du Nil, Sindbad Actes Sud, Paris, 2022*

FORMATION CONTINUE

DIPLÔMES POSTGRADES

Au semestre de printemps 2023, le Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ propose les formations continues suivantes:

- Planning and Monitoring of Projects (20.2-24.2)
- Market Systems Development (MSD) to Reduce Poverty (27.2-3.3)
- Conflict Sensitivity and Peace Building – Tools and Approaches (6.3-10.3)
- Climate Change and Development (13.3-17.3)
- Evaluation of Projects and Programmes (20.3-24.3)
- Contemporary Development Debate (30.3-31.3/+ 1 day prep)
- Leveraging Private Impact Investors in Development Cooperation (18.4-19.4)
- Finanzmanagement von Projekten (9.5-12.5)
- Natural Resource Governance and Energy Transition: Policies and Practice – in cooperation with NRG (27.3-26.5)
- Gender and Economics (19.6-23.6)

Renseignements et inscription:
www.nadel.ethz.ch

COUP DE CŒUR



Le théâtre, voie royale pour accéder aux instincts refoulés

Davide Giovanzana est directeur de théâtre, pédagogue et chercheur. Dans le cadre de ses activités, il s'interroge sur les relations humaines et sur la manière dont elles sont influencées par l'individu et par la société.

Le théâtre est un immense réceptacle que toute personne peut façonner comme elle le désire. Fils d'immigrés italiens, j'ai grandi à Genève et suis le fruit de deux langues et de deux cultures. Depuis que je vis à Helsinki, je ressens davantage encore cette dualité, sur scène également. Alors qu'il y a vingt ans j'avais l'impression que le travail de la scène consistait en une sorte de glorification de l'être humain, avec le temps et l'expérience, je conçois plutôt le théâtre comme un espace permettant d'explorer les limites, les tensions et les contradictions de l'être humain. Mais il peut être aussi un espace exploité par la culture dominante pour imposer son point de vue, comme pendant la période coloniale: la scène a été utilisée comme un lieu où exercer et renforcer son pouvoir sur l'art et l'esprit des gens. Pour moi, elle est synonyme d'espace de liberté. Au Burkina Faso et en Palestine, j'ai participé à des projets liés au théâtre physique et à la commedia dell'arte, où les masques sont les catalyseurs et les caisses de résonance physiques des archétypes humains. Le théâtre est la voie royale pour accéder aux instincts refoulés et au côté obscur de l'être humain. À Ramallah, au théâtre Ashtar, j'ai eu l'occasion de ressentir sur scène cette situation d'étouffement due non seulement au conflit israélo-palestinien, mais aussi à la pression que la société exerce sur les jeunes. En Finlande, je réalise à quel point la frontière qui existe entre le monde des réseaux sociaux et celui de la scène a tendance à s'atténuer. Il n'existe plus de ligne de démarcation nette entre le spectacle qui a lieu en ligne et celui qui se déroule sur scène, engendrant une distorsion entre ce que nous sommes dans la réalité et au théâtre.

(Propos recueillis par Luca Beti)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable),
Martina Waldis (coordination globale),
Beat Felber, Marie-Noëlle Paccolat,
Nicolas Saameh, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Samanta Siegfried (sam)

Courriel: info.deza@eda.admin.ch

Réalisation. Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: deza@gewa.ch

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 47 400 exemplaires

Couverture: Une élève dans une école de la banlieue de Bamako, la capitale malienne.

© Sven Torfinn/laif

ISSN 1661-1675

www.un-seul-monde.ch
www.ddc.admin.ch

THE INTERNATIONAL COOPERATION FORUM

SAVE
THE
DATE

TOGETHER
DIFFERENT



FOR THE PLANET.
FOR THE PEOPLE.

15 February 2023 in Geneva
A carbon neutral and hybrid event
Participation is free of charge

Together we strive to find different solutions to
make education sustainable and fit for the future.
We need your contribution and engagement.
Save the date and participate!

www.icforum.swiss

© SHUTTERSTOCK

